



TOTAL
COMMITTED TO BETTER ENERGY

Rapport financier du 1^{er} semestre 2014



Sommaire

1. Rapport semestriel d'activité	2. Comptes consolidés au 30 juin 2014
1. Principales données financières issues des comptes consolidés de TOTAL.....1	1. Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle.....13
2. Résultats de TOTAL du premier semestre 2014.....2	2. Compte de résultat consolidé.....14
2.1. Résultats opérationnels nets des secteurs.....2	3. Résultat global consolidé.....15
2.2. Résultat net part du Groupe.....2	4. Compte de résultat consolidé.....16
2.3. Investissements – Désinvestissements.....2	5. Résultat global consolidé.....17
2.4. Flux de trésorerie.....3	6. Bilan consolidé.....18
3. Analyse des résultats des secteurs..3	7. Tableau de flux de trésorerie consolidé.....19
3.1. Amont.....3	8. Tableau de flux de trésorerie consolidé.....20
3.2. Raffinage-Chimie.....4	9. Variation des capitaux propres consolidés.....21
3.3. Marketing & Services.....5	10. Annexe aux comptes consolidés au 30 juin 2014.....22
4. Comptes de TOTAL S.A.....6	1) Principes comptables.....22
5. Faits marquants depuis le début d'année 2014.....6	2) Variation de la composition du Groupe et principales acquisitions et cessions.....23
6. Synthèse et perspectives.....6	3) Éléments d'ajustement.....23
7. Autres informations.....7	4) Capitaux propres.....25
7.1. Principales données opérationnelles des secteurs du premier semestre 2014.....7	5) Emprunts et dettes financières.....26
7.2. Éléments d'ajustement.....8	6) Parties liées.....26
7.3. Taux d'imposition.....9	7) Autres risques et engagements.....26
7.4. Investissements – Désinvestissements.....9	8) Informations par secteur d'activité.....30
7.5. Ratio dette nette sur capitaux propres.....9	9) Réconciliation des informations par secteur avec les états financiers consolidés.....38
7.6. Rentabilité des capitaux employés moyens.....10	10) Évolutions en cours de la composition du Groupe.....40
8. Principaux risques et incertitudes pour les six mois restants de l'exercice 2014.....11	
9. Principales transactions entre parties liées.....11	

Rapport financier du 1^{er} semestre 2014

Attestation du responsable du rapport financier semestriel

« J'atteste, à ma connaissance, que les comptes consolidés condensés pour le premier semestre de l'exercice 2014 sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle et sincère du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité figurant aux pages 1 à 12 présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes semestriels, des principales transactions entre parties liées, ainsi qu'une description des principaux risques et principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Le rapport des contrôleurs légaux sur l'examen limité des comptes consolidés condensés précités figure à la page 13 du présent rapport financier semestriel et contient une observation concernant le changement de méthode comptable relatif au changement de monnaie de présentation des états financiers consolidés de la société de l'euro au dollar américain. »

Courbevoie, le 30 juillet 2014

Christophe de Margerie
Président-directeur général



Le présent rapport financier semestriel a été déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 30 juillet 2014 conformément au III de l'article L. 451-1-2 du Code monétaire et financier.

Abréviations

b :	baril
pc :	pied cube
/j :	par jour
/an :	par an
€ :	euro
\$ et/ou dollar :	dollar américain
t :	tonne métrique
bep :	baril équivalent pétrole
kbep/j :	kilo (millier) bep/j
kb/j :	kilo (millier) baril/j
Btu :	British thermal unit
M :	million
G :	milliard
ERMI :	<i>European Refining Margin Indicator</i> . Indicateur de marge de raffinage sur frais variables d'une raffinerie complexe théorique d'Europe du Nord située à Rotterdam. Cette raffinerie traite un cocktail de bruts représentatif de l'approvisionnement moyen de la zone pour fournir les grands produits cotés dans la même zone.
GNL :	gaz naturel liquéfié
IFRS :	<i>International Financial Reporting Standards</i>
ROE :	<i>Return on Equity</i> (rentabilité des capitaux propres)
ROACE :	<i>Return on Average Capital Employed</i> (rentabilité des capitaux mis en œuvre)

Table de conversion

1 bep = 1 baril équivalent pétrole = environ 5 403 pc de gaz en 2013*
1 b/j = environ 50 t/an
1 t = environ 7,5 b (pour une densité de 37°API)
1 Gm ³ /an = environ 0,1 Gpc/j
1 m ³ = environ 35,3 pc
1 t de GNL = environ 48 kpc de gaz
1 Mt/an de GNL = environ 131 Mpc/j

* Ce taux, calculé sur le contenu énergétique équivalent moyen des réserves de gaz naturel de TOTAL, est sujet à changement.

Définitions

Les termes « TOTAL » et « Groupe » utilisés dans le présent Document se réfèrent, de façon collective, à TOTAL S.A. et à l'ensemble de ses filiales consolidées directes et indirectes situées en France ou hors de France. Les termes « Société » et « émetteur » utilisés dans le présent document se réfèrent exclusivement à TOTAL S.A., société mère du Groupe.

© TOTAL S.A. juillet 2014

Rapport semestriel d'activité ⁽¹⁾

1. Principales données financières issues des comptes consolidés de TOTAL ⁽²⁾

(données en millions de dollars sauf le résultat par action et le nombre d'actions)	1S14	1S13	1S14 vs 1S13
Chiffre d'affaires	123 248	124 906	-1%
Résultat opérationnel ajusté des secteurs	11 765	14 211	-17%
Résultat opérationnel net ajusté des secteurs	7 523	8 031	-6%
– Amont	6 143	6 298	-2%
– Raffinage-Chimie	747	955	-22%
– Marketing & Services	633	778	-19%
Résultat net ajusté	6 478	7 279	-11%
Résultat net ajusté dilué par action (dollars)	2,84	3,20	-11%
Résultat net ajusté dilué par action (euro) ^(a)	2,07	2,44	-15%
Nombre moyen pondéré dilué d'actions (millions)	2 279	2 272	-
Résultat net part du Groupe	6 439	5 312	+21%
Investissements ^(b)	14 588	15 363	-5%
Désinvestissements	2 471	2 563	-4%
Investissements nets ^(c)	11 991	12 336	-3%
Flux de trésorerie d'exploitation	10 615	9 751	+9%
Flux de trésorerie d'exploitation ajusté	12 135	13 380	-9%

(a) Chiffres en euros obtenus à partir des chiffres en dollars convertis sur la base du taux de change moyen €-\$ de la période : 1,3703 \$/€ au premier semestre 2014 et 1,3134 \$/€ au premier semestre 2013.

(b) Y compris acquisitions.

(c) Investissements nets = investissements y compris acquisitions – cessions – autres opérations avec des intérêts ne conférant pas le contrôle.

(1) Afin de rendre plus lisibles les informations financières du Groupe et de mieux refléter la performance de ses activités, principalement réalisées en dollars, TOTAL a changé à compter du 1^{er} janvier 2014 la monnaie de présentation de ses états financiers consolidés de l'euro au dollar. Les informations comparatives de l'année 2013 ont été retraitées.

(2) Les résultats ajustés se définissent comme les résultats au coût de remplacement, hors éléments non récurrentes, et hors effet des variations de juste valeur. Le flux de trésorerie d'exploitation ajusté se définit comme le flux de trésorerie d'exploitation avant variation du besoin en fonds de roulement au coût de remplacement. Le détail des éléments d'ajustement figure en page 8 et la méthode du coût de remplacement est explicitée page 12.

2. Résultats de TOTAL du premier semestre 2014

2.1. Résultats opérationnels nets des secteurs

Au premier semestre 2014, le prix moyen du Brent s'est établi à 108,9 \$/b contre 107,5 \$/b au premier semestre 2013. L'indicateur de marge européenne de raffinage ERMI s'est établi à 8,7 \$/t contre 25,5 \$/t au premier semestre 2013.

Le taux moyen d'imposition⁽¹⁾ des secteurs s'est établi à 52,5% au premier semestre 2014 contre 56,0% au premier semestre 2013, bénéficiant principalement de la prise en compte au Royaume-Uni de droits à allègements fiscaux.

Le résultat opérationnel net ajusté des secteurs a atteint 7 523 M\$ au premier semestre 2014 contre 8 031 M\$ au premier semestre 2013, soit une baisse de 6%. Cette baisse s'explique par la moindre performance des secteurs de l'aval pénalisés par un environnement du raffinage très dégradé en Europe. Dans l'Amont, le résultat opérationnel net ajusté est resté stable malgré un niveau de maintenance élevé, notamment grâce à un taux moyen d'imposition plus faible ce semestre.

2.2. Résultat net part du Groupe

Le résultat net ajusté est de 6 478 M\$ contre 7 279 M\$ au premier semestre 2013, soit une baisse de 11%.

Le résultat net ajusté exclut l'effet de stock après impôt, les éléments non récurrents et les effets des variations de juste valeur⁽²⁾ :

- L'effet de stock après impôt est de -57 M\$ au premier semestre 2014 et était de -593 M\$ au premier semestre 2013.
- Les effets des variations de juste valeur ont été de -8 M\$ au premier semestre 2014 contre -30 M\$ au premier semestre 2013.
- Les autres éléments non récurrents du résultat net⁽³⁾ ont eu un impact de +26 M\$ au premier semestre 2014, incluant principalement la plus-value réalisée sur la cession d'une participation dans Gaztransport & Technigaz (GTT) à l'occasion de son introduction en bourse et la dépréciation de l'investissement réalisé dans le projet Shtokman en Russie. L'impact des éléments non récurrents au premier semestre 2013 était de -1 344 M\$.

Le résultat net part du Groupe ressort à 6 439 M\$ contre 5 312 M\$ au premier semestre 2013.

Le taux moyen d'imposition du Groupe s'est établi à 56,5% au premier semestre 2014 contre 57,4% au premier semestre 2013. Cette variation s'explique principalement d'une part par la prise en compte au Royaume-Uni de droits à allègements fiscaux et d'autre part, depuis le 1^{er} janvier 2014, et pour tenir compte de sa situation fiscale déficitaire en France, le Groupe ne reconnaît plus de crédits d'impôts sur déficits fiscaux.

Au 30 juin 2014, le nombre dilué d'actions est de 2 284 millions contre 2 277 millions au 30 juin 2013.

Le résultat net ajusté dilué par action, calculé sur la base d'un nombre moyen pondéré dilué d'actions de 2 279 millions, s'élève à 2,84 \$ contre 3,20 \$ au premier semestre 2013.

Exprimé en euros, le résultat net ajusté dilué par action s'élève à 2,07 €, soit une baisse de 15%.

2.3. Investissements – Désinvestissements⁽⁴⁾

Les investissements hors acquisitions, y compris variation des prêts non courants, se sont établis à 12,4 G\$ au premier semestre 2014, en baisse de 4% par rapport aux 12,9 G\$ du premier semestre 2013.

Les acquisitions ont représenté 1 399 M\$ au premier semestre 2014, essentiellement constituées de l'acquisition d'une participation dans les découvertes d'Elk et d'Antelope en Papouasie-Nouvelle Guinée, de l'acquisition d'un intérêt supplémentaire dans le capital de Novatek⁽⁵⁾ et de portage d'investissements dans les gisements de gaz à condensats de l'Utica aux États-Unis.

Les cessions du premier semestre 2014 se sont élevées à 1 677 G\$, essentiellement constituées de la cession du bloc 15/06 en Angola et de la cession d'une participation dans GTT à l'occasion de son introduction en bourse.

Les investissements nets⁽⁶⁾ ressortent à 12,0 G\$ au premier semestre 2014, contre 12,3 G\$ au premier semestre 2013.

La cession d'Usan n'a pu être conclue avec Sinopec. Le Groupe poursuit activement le processus de cession de cet actif.

(1) Il se définit de la manière suivante : (impôt sur le résultat opérationnel net ajusté)/(résultat opérationnel net ajusté – quote-part du résultat des sociétés mises en équivalence – dividendes reçus des participations + impôt sur le résultat opérationnel net ajusté).

(2) Ces éléments d'ajustement sont explicités page 12.

(3) Le détail des calculs est disponible en page 8.

(4) Le détail des investissements figure page 9.

(5) La participation du Groupe au capital de Novatek se monte à 18,0% au 30 juin 2014.

(6) Investissements nets = investissements y compris acquisitions et variation des prêts non courants – cessions – autres opérations avec des intérêts ne conférant pas le contrôle.

2.4. Flux de trésorerie

Le flux de trésorerie d'exploitation s'élève à 10 615 M\$ au premier semestre 2014, en hausse de 9% par rapport à celui du premier semestre 2013.

Le flux de trésorerie d'exploitation ajusté⁽¹⁾ s'établit à 12 135 M\$, en baisse de 9% par rapport au premier semestre 2013.

Le *cash flow net*⁽²⁾ du Groupe ressort à -1 376 M\$ contre -2 585 M\$ au premier semestre 2013. Cette amélioration s'explique essentiellement par la baisse des investissements et la hausse des flux de trésorerie d'exploitation entre les deux périodes.

Le ratio de dette nette sur fonds propres s'établit à 27,1% au 30 juin 2014 contre 27,6% au 30 juin 2013⁽³⁾.

3. Analyse des résultats des secteurs

3.1. Amont

3.1.1. Environnement – prix de vente liquides et gaz^(a)

	1S14	1S13	1S14 vs 1S13
Brent (\$/b)	108,9	107,5	+1%
Prix moyen de vente liquides (\$/b)	102,5	101,7	+1%
Prix moyen de vente gaz (\$/Mbtu)	6,80	6,97	-2%
Prix moyen de vente des hydrocarbures (\$/bep)	73,2	73,6	-1%

(a) Filiales consolidées, hors marges fixes.

3.1.2. Production

Productions d'hydrocarbures	1S13	1S13	1S14 vs 1S13
Productions combinées (kbep/j)	2 116	2 306	-8%
Liquides (kb/j)	1 007	1 176	-14%
Gaz (Mpc/j)	6 066	6 153	-1%

Au premier semestre 2014, la production d'hydrocarbures a été de 2 116 kbep/j, en baisse de 8% par rapport au premier semestre 2013, en raison des éléments suivants :

- -5,5% liés essentiellement à l'expiration de la licence d'Adco aux Émirats arabes unis ;
- -1% lié aux conditions de sécurité en Libye et au Nigeria ;
- -1,5% liés au déclin naturel des productions et au niveau élevé d'arrêts planifiés, partiellement compensés par la croissance des nouveaux projets.

Au premier semestre 2014, hors Adco, la production d'hydrocarbures est en baisse de 3% par rapport au premier semestre 2013.

(1) Flux de trésorerie d'exploitation au coût de remplacement, avant variation du besoin en fonds de roulement.

(2) *Cash flow net* = flux de trésorerie d'exploitation – investissements nets (y compris les autres opérations avec des intérêts ne conférant pas le contrôle).

(3) Le détail des calculs est disponible en page 9.

3.1.3. Résultats

(en millions de dollars)	1S14	1S13	1S14 vs 1S13
Résultat opérationnel ajusté ^(a)	10 311	12 170	-15%
Résultat opérationnel net ajusté ^(a)	6 143	6 298	-2%
<i>dont quote-part du résultat net ajusté des sociétés mises en équivalence</i>	1 502	1 524	-1%
Investissements	13 310	13 544	-2%
Désinvestissements	2 367	2 174	+9%
Flux de trésorerie d'exploitation	8 616	8 245	+4%
Flux de trésorerie d'exploitation ajusté	9 974	11 123	-10%

(a) Le détail des éléments d'ajustement figure dans les informations par secteur d'activité des états financiers.

Le résultat opérationnel net ajusté de l'Amont au premier semestre 2014 s'élève à 6 143 M\$ contre 6 298 M\$ au premier semestre 2013, soit une baisse de 2% qui s'explique essentiellement par la baisse des productions d'hydrocarbures et des coûts en hausse en raison d'un programme de maintenance élevé, partiellement compensés par la baisse du taux moyen d'imposition.

La rentabilité des capitaux employés moyens (ROACE⁽¹⁾) de l'Amont calculée sur la période allant du 1^{er} juillet 2013 au 30 juin 2014 est de 13%, stable par rapport à la période allant du 1^{er} avril 2013 au 31 mars 2014. Elle était de 14% pour l'année 2013.

3.2. Raffinage-Chimie

3.2.1. Volumes raffinés et taux d'utilisation^(a)

	1S14	1S13	1S14 vs 1S13
Total volumes raffinés (kb/j)	1 662	1 769	-6%
- France	626	678	-8%
- Reste de l'Europe	741	824	-10%
- Reste du monde	295	267	+10%
Taux d'utilisation ^(b)			
- Sur bruts traités	72%	83%	-
- Sur bruts et autres charges	76%	86%	-

(a) Y compris quote-part dans TotalErg. Le résultat relatif aux raffineries en Afrique du Sud, aux Antilles Françaises et en Italie est reporté dans le secteur Marketing & Services.

(b) Sur la base de la capacité de distillation en début d'année.

Au premier semestre 2014, les volumes raffinés sont en baisse de 6% par rapport au premier semestre 2013, reflétant essentiellement les grands arrêts aux raffineries de Grandpuits, Leuna et Flessingue, et par des réductions volontaires de traitement.

3.2.2. Résultats

(en millions de dollars sauf l'indicateur de marge ERM)	1S14	1S13	1S14 vs 1S13
Indicateur de marges de raffinage européennes ERM (\$/t)	8,7	25,5	-66%
Résultat opérationnel ajusté ^(a)	696	958	-27%
Résultat opérationnel net ajusté ^(a)	747	955	-22%
<i>dont Chimie de spécialités^(b)</i>	313	265	+18%
Investissements	725	1 202	-40%
Désinvestissements	26	308	-92%
Flux de trésorerie d'exploitation	1 460	1 331	+10%
Flux de trésorerie d'exploitation ajusté	1 300	1 441	-10%

(a) Le détail des éléments d'ajustement figure dans les informations par secteur d'activité des états financiers.

(b) Hutchinson, Bostik, Atotech.

Le résultat opérationnel net ajusté du secteur Raffinage-Chimie au premier semestre 2014 s'élève à 747 M\$, en baisse de 22% par rapport au premier semestre 2013. Cette baisse s'explique par la forte dégradation de l'environnement du raffinage en Europe.

(1) Calculé sur la base du résultat opérationnel net ajusté et des capitaux employés moyens au coût de remplacement, le détail du calcul est disponible en page 10.

Le ROACE⁽¹⁾ du Raffinage-Chimie calculé sur la période allant du 1^{er} juillet 2013 au 30 juin 2014 est de 8%. Il était de 9% pour la

période allant du 1^{er} avril 2013 au 31 mars 2014 ainsi que pour l'année 2013.

3.3. Marketing & Services

3.3.1. Ventes de produits raffinés

(ventes en kb/j) ^(a)	1S14	1S13	1S14 vs 1S13
Europe	1 080	1 129	-4%
Reste du monde	662	620	+7%
Total des ventes du Marketing & Services	1 742	1 749	-

(a) Hors négoce international (Trading) et ventes massives Raffinage et y compris quote-part dans TotalErg.

Les volumes de vente du premier semestre 2014 sont stables par rapport au premier semestre 2013, ce qui s'explique par une baisse des ventes de 4% en Europe compensée par une nette croissance des ventes dans les zones hors d'Europe, en particulier Amériques et Moyen-Orient.

3.3.2. Résultats

(en millions de dollars)	1S14	1S13	1S14 vs 1S13
Chiffre d'affaires hors Groupe	54 683	54 583	-
Résultat opérationnel ajusté ^(a)	758	1 083	-30%
Résultat opérationnel net ajusté ^(a)	633	778	-19%
<i>dont Énergies Nouvelles</i>	20	(17)	na
Investissements	479	564	-15%
Désinvestissements	54	66	-18%
Flux de trésorerie d'exploitation	393	422	-7%
Flux de trésorerie d'exploitation ajusté	930	1 255	-26%

(a) Le détail des éléments d'ajustement figure dans les informations par secteur d'activité des états financiers.

Le résultat opérationnel net ajusté du secteur Marketing & Services au premier semestre 2014 s'élève à 633 M\$, en baisse de 19% par rapport au premier semestre 2013. Cette baisse s'explique par l'impact des conditions climatiques sur les ventes et une évolution moins favorable des marges en Europe, partiellement compensés par une progression globale dans le marketing de produits pétroliers tirée par les marchés en croissance.

Le ROACE⁽¹⁾ du Marketing & Services calculé sur la période allant du 1^{er} juillet 2013 au 30 juin 2014 est de 14%. Il était de 15% pour la période allant du 1^{er} avril 2013 au 31 mars 2014 et de 16% pour l'année 2013.

(1) Calculé sur la base du résultat opérationnel net ajusté et des capitaux employés moyens au coût de remplacement, le détail du calcul est disponible en page 10.

4. Comptes de TOTAL S.A.

Le résultat net de TOTAL S.A., société mère, s'établit à 3 397 M€ au premier semestre 2014, contre 3 876 M€ au premier semestre 2013.

5. Faits marquants depuis le début d'année 2014 ⁽¹⁾

- Mise en production du champ d'huile de CLOV en Angola et de la phase 2 du champ de gaz à condensats d'Itaú en Bolivie.
- Lancement des développements de Kaombo dans l'offshore ultra profond en Angola et d'Edradour au Royaume-Uni.
- Découverte d'hydrocarbures liquides en offshore profond sur le bloc CI-514 en Côte d'Ivoire.
- Extension du domaine minier avec, notamment, la prise de permis d'exploration de gaz de schiste au Royaume-Uni et la prise de participation de 60% dans le champ à gaz de Glenlivet à l'ouest des îles Shetland au Royaume-Uni.
- Finalisation du contrat d'acquisition d'une participation dans les découvertes majeures de gaz d'Elk et d'Antelope en Papouasie-Nouvelle Guinée.
- Cession d'une participation dans Gaztransport & Technigaz (GTT) lors de son introduction en bourse.
- Finalisation de la vente de la participation de 15% dans le bloc 15/06 en Angola.
- Annonce des cessions de participations dans le champ de Shah Deniz en Azerbaïdjan et les mines de charbon en Afrique du Sud.
- Annonce des projets de cessions de Totalgaz et de CCP Composites.
- Signature d'un accord de coopération dans le GNL renforçant le partenariat existant entre Total et CNOOC.
- Signature d'un accord de vente à long terme de GNL pour approvisionner Singapour.

6. Synthèse et perspectives

Le ROACE ⁽²⁾ du Groupe calculé sur les douze derniers mois est de 12%. Il était de 12% pour la période allant du 1^{er} avril 2013 au 31 mars 2014 et de 13% pour l'année 2013.

La rentabilité des capitaux propres calculée sur les douze derniers mois s'établit à 14%.

Dans l'Amont, avant la fin de l'année, CLOV doit atteindre son plateau de 160 kb/j et le Groupe démarrera Laggan-Tormore et Ofon Phase 2. En exploration, les résultats des puits à forts enjeux en cours de forage dans le bassin de la Kwanza en Angola, en Afrique du Sud et en Indonésie sont attendus prochainement.

Dans l'Aval, les unités de Satorp en Arabie saoudite sont désormais toutes opérationnelles. Depuis le début du troisième trimestre, les

marges de raffinage européennes se sont améliorées par rapport au niveau très bas du premier semestre, mais demeurent très volatiles.

Avec la finalisation prochaine de plusieurs opérations annoncées cette année, l'objectif de 15 à 20 G\$ de cessions sur la période de 2012-14 sera pleinement atteint.

Par ailleurs, l'ensemble des équipes est mobilisé à la finalisation du plan de réduction des coûts annoncé, qui sera présenté à la journée investisseurs du 22 septembre 2014.

Par décision du Conseil d'administration du 29 avril 2014, Total mettra en paiement le 26 septembre 2014, un premier acompte trimestriel sur dividende au titre de l'exercice 2014 de 0,61 € par action.

(1) Certaines des transactions mentionnées dans les faits marquants restent soumises à l'accord des autorités ou à la réalisation de conditions suspensives selon les termes des accords.
(2) Calculé sur la base du résultat opérationnel net ajusté et des capitaux employés moyens au coût de remplacement, le détail du calcul est disponible en page 10.

7. Autres informations

7.1. Principales données opérationnelles des secteurs du premier semestre 2014

7.1.1. Amont

Production combinée liquides/gaz par zone géographique (kbep/j)	1S14	1S13	1S14 vs 1S13
Europe	361	388	-7%
Afrique	637	690	-8%
Moyen-Orient	393	535	-27%
Amérique du Nord	86	71	+21%
Amérique du Sud	158	172	-8%
Asie Pacifique	240	232	+3%
CEI	241	218	+11%
Production totale	2 116	2 306	-8%
Dont filiales mises en équivalence	563	679	-17%

Production de liquides par zone géographique (kb/j)	1S14	1S13	1S14 vs 1S13
Europe	165	160	+3%
Afrique	495	547	-10%
Moyen-Orient	197	324	-39%
Amérique du Nord	37	27	+37%
Amérique du Sud	50	56	-11%
Asie Pacifique	29	30	-3%
CEI	34	32	+6%
Production totale	1 007	1 176	-14%
Dont filiales mises en équivalence	202	324	-38%

Production de gaz par zone géographique (Mpc/j)	1S14	1S13	1S14 vs 1S13
Europe	1 075	1 250	-14%
Afrique	729	724	+1%
Moyen-Orient	1 073	1 135	-5%
Amérique du Nord	276	246	+12%
Amérique du Sud	605	643	-6%
Asie Pacifique	1 194	1 136	+5%
CEI	1 114	1 019	+9%
Production totale	6 066	6 153	-1%
Dont filiales mises en équivalence	1 962	1 911	+3%

Gaz Naturel Liquéfié	1S14	1S13	1S14 vs 1S13
Ventes de GNL ^(a) (Mt)	6,05	5,82	+4%

(a) Ventes part Groupe, hors Trading ; données des périodes 2013 retraitées pour corriger les estimations des volumes de Bontang en Indonésie avec le coefficient SEC 2013.

7.1.2. Aval (Raffinage-Chimie et Marketing & Services)

Ventes de produits raffinés par zone géographique (kb/j) ^(a)	1S14	1S13	1S14 vs 1S13
Europe ^(b)	2 011	2 077	-3%
Afrique	531	445	+19%
Amériques	559	513	+9%
Reste du monde	592	513	+15%
Total des ventes	3 693	3 547	+4%
Dont ventes massives raffinage	605	629	-4%
Dont négoce international	1 346	1 169	+15%

(a) Y compris quote-part dans TotalErg.

(b) Chiffres historiques retraités.

7.2. Éléments d'ajustement

7.2.1. Éléments d'ajustement du résultat opérationnel

(en millions de dollars)	1S14	1S13
Éléments non récurrents du résultat opérationnel	(177)	(56)
– Charges de restructuration	-	(2)
– Dépréciations exceptionnelles	(40)	(5)
– Autres éléments	(137)	(49)
Effet de stock : écart FIFO/coût de remplacement	(64)	(878)
Effet des variations de juste valeur	(10)	(39)
Total des éléments d'ajustement du résultat opérationnel	(251)	(973)

7.2.2. Éléments d'ajustement du résultat net part du Groupe

(en millions de dollars)	1S14	1S13
Éléments non récurrents du résultat net (part du Groupe)	26	(1 344)
– Plus (moins)-value de cession	599	(1 274)
– Charges de restructuration	(5)	(33)
– Dépréciations exceptionnelles	(426)	(4)
– Autres éléments	(142)	(33)
Effet de stock : écart FIFO/coût de remplacement, net d'impôt	(57)	(593)
Effet des variations de juste valeur	(8)	(30)
Total des éléments d'ajustement du résultat net	(39)	(1 967)

7.3. Taux d'imposition

Taux moyen d'impôt ^(a)	1S14	1S13
Mont	56,3%	60,6%
Groupe	56,5%	57,4%

(a) Impôt sur le résultat opérationnel net ajusté/(résultat opérationnel net ajusté – quote-part du résultat des sociétés mises en équivalence – dividendes reçus des participations + impôt sur le résultat opérationnel net ajusté).

7.4. Investissements – Désinvestissements

(en millions de dollars)	1S14	1S13	1S14 vs 1S13
Investissements hors acquisitions	12 395	12 864	-4%
<i>dont exploration capitalisée</i>	681	996	-32%
<i>dont augmentation des prêts non courants</i>	1 336	991	+35%
<i>dont remboursement des prêts non courants</i>	(794)	(616)	+29%
Acquisitions	1 399	1 883	-26%
Cessions	1 677	1 947	-14%
Autres opérations avec des intérêts ne conférant pas le contrôle	126	464	-73%
Investissements nets ^(a)	11 991	12 336	-3%

(a) Investissements nets = investissements y compris acquisitions – cessions – autres opérations avec des intérêts ne conférant pas le contrôle.

7.5. Ratio dette nette sur capitaux propres

(en millions de dollars)	30/06/2014	30/06/2013
Dettes financières courantes	13 525	13 119
Actifs financiers courants nets	(531)	(609)
Actifs et passifs financiers destinés à être cédés ou échangés	(62)	1 014
Dettes financières non courantes	39 433	29 557
Instruments de couverture des dettes financières non courantes	(1 973)	(1 708)
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(22 166)	(15 118)
Dette nette	28 226	26 255
Capitaux propres – part du Groupe	102 872	94 790
Répartition du résultat sur la base des actions existantes à la clôture	(1 894)	(1 750)
Intérêts ne conférant pas le contrôle	3 344	2 225
Capitaux propres retraités	104 322	95 265
Ratio dette nette sur capitaux propres	27,1%	27,6%

7.6. Rentabilité des capitaux employés moyens

7.6.1. Période du 1^{er} juillet 2013 au 30 juin 2014

(en millions de dollars)	Mont	Raffinage- Chimie	Marketing & Services	Groupe
Résultat opérationnel net ajusté	12 295	1 649	1 409	14 431
Capitaux mis en œuvre au 30/06/2013 ^(a)	91 097	20 924	9 838	118 852
Capitaux mis en œuvre au 30/06/2014 ^(a)	103 572	19 265	10 324	129 967
ROACE	12,6%	8,2%	14,0%	11,6%

(a) Au coût de remplacement (retraités de l'effet de stock après impôts).

7.6.2. Période du 1^{er} avril 2013 au 31 mars 2014

(en millions de dollars)	Mont	Raffinage- Chimie	Marketing & Services	Groupe
Résultat opérationnel net ajusté	12 285	1 766	1 483	14 863
Capitaux mis en œuvre au 31/03/2013 ^(a)	86 034	21 860	9 610	116 094
Capitaux mis en œuvre au 31/03/2014 ^(a)	97 924	18 516	10 314	126 068
ROACE	13,4%	8,7%	14,9%	12,3%

(a) Au coût de remplacement (retraités de l'effet de stock après impôts).

7.6.3. Période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2013

(en millions de dollars)	Mont	Raffinage- Chimie	Marketing & Services	Groupe
Résultat opérationnel net ajusté	12 450	1 857	1 554	15 230
Capitaux mis en œuvre au 31/12/2012 ^(a)	84 260	20 783	9 232	111 080
Capitaux mis en œuvre au 31/12/2013 ^(a)	95 529	19 752	10 051	122 451
ROACE	13,8%	9,2%	16,1%	13,0%

(a) Au coût de remplacement (retraités de l'effet de stock après impôts).

8. Principaux risques et incertitudes pour les six mois restants de l'exercice 2014

Les activités du Groupe sont exposées à certains facteurs de risques notamment sur les plans politique, économique, monétaire, juridique, environnemental, social, sectoriel, concurrentiel, opérationnel ou financier. Une description de ces facteurs de risques figure dans le Document de référence de TOTAL afférent à l'exercice 2013 et déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 27 mars 2014. Ces risques sont susceptibles de survenir non seulement pendant

les six mois restants de l'exercice en cours, mais également durant les exercices ultérieurs.

Par ailleurs, une description de certains risques en cours figure en annexe aux comptes consolidés du premier semestre 2014, aux pages 26 à 29 et 40 du présent rapport financier semestriel.

9. Principales transactions entre parties liées

Les informations sur les principales transactions entre parties liées relatives au semestre clos le 30 juin 2014 figurent en note 6 de

l'annexe aux comptes consolidés clos au 30 juin 2014, en page 26 du présent rapport financier semestriel.

Avertissement

Ce document peut contenir des informations prospectives sur le Groupe (notamment des objectifs et tendances), ainsi que des déclarations prospectives (*forward-looking statements*) au sens du *Private Securities Litigation Reform Act* de 1995, concernant notamment la situation financière, les résultats d'opérations, les activités et la stratégie industrielle de TOTAL. Ces données ne constituent pas des prévisions au sens du règlement européen n° 809/2004.

Les informations et déclarations prospectives contenues dans ce document sont fondées sur des données et hypothèses économiques formulées dans un contexte économique, concurrentiel et réglementaire donné. Elles peuvent s'avérer inexactes dans le futur et sont dépendantes de facteurs de risques susceptibles de donner lieu à un écart significatif entre les résultats réels et ceux envisagés, tels que notamment la variation des taux de change, le prix des produits pétroliers, la capacité d'effectuer des réductions de coûts ou des gains d'efficacité sans perturbation inopportune des opérations, les considérations de réglementations environnementales et des conditions économiques et financières générales. De même, certaines informations financières reposent sur des estimations notamment lors de l'évaluation de la valeur recouvrable des actifs et des montants des éventuelles dépréciations d'actifs.

Ni TOTAL ni aucune de ses filiales ne prennent l'engagement ou la responsabilité vis-à-vis des investisseurs ou toute autre partie prenante de mettre à jour ou de réviser, en particulier en raison d'informations nouvelles ou événements futurs, tout ou partie des déclarations, informations prospectives, tendances ou objectifs contenus dans ce document. Des informations supplémentaires concernant les facteurs, risques et incertitudes susceptibles d'avoir un effet sur les résultats financiers ou les activités du Groupe sont par ailleurs disponibles dans les versions les plus actualisées du Document de référence déposé par la Société auprès de l'Autorité des marchés financiers et du *Form 20-F* déposé par la Société auprès de la United States Securities and Exchange Commission (« SEC »).

L'information financière sectorielle est présentée selon les principes identiques à ceux du *reporting* interne et reproduit l'information sectorielle interne définie pour gérer et mesurer les performances de TOTAL. Les indicateurs de performance excluant les éléments d'ajustement, tels que le résultat opérationnel ajusté, le résultat opérationnel net ajusté et le résultat net ajusté, sont destinés à faciliter l'analyse de la performance financière et la comparaison des résultats entre périodes. Les éléments d'ajustement comprennent :

(i) les éléments non récurrents

En raison de leur caractère inhabituel ou particulièrement significatif, certaines transactions qualifiées « d'éléments non récurrents » sont exclues des informations par secteur d'activité. En général, les éléments non récurrents concernent des transactions qui sont significatives, peu fréquentes ou inhabituelles. Cependant, dans certains cas, des transactions telles que coûts de restructuration ou cessions d'actifs, qui ne sont pas considérées comme représentatives du cours normal de l'activité, peuvent être qualifiées d'éléments non récurrents, bien que des transactions similaires aient pu se produire au cours des exercices précédents, ou risquent de se reproduire lors des exercices futurs.

(ii) l'effet de stock

Les résultats ajustés des secteurs Raffinage-Chimie et Marketing & Services sont communiqués selon la méthode du coût de remplacement. Cette méthode est utilisée afin de mesurer la performance des secteurs et de faciliter la comparabilité de leurs résultats avec ceux des principaux concurrents du Groupe.

Dans la méthode du coût de remplacement, proche du LIFO (*Last In, First Out*), la variation de la valeur des stocks dans le compte de résultat est déterminée par référence au différentiel de prix fin de mois d'une période à l'autre ou par référence à des prix moyens de la période selon la nature des stocks concernés et non par la valeur historique des stocks. L'effet de stock correspond à la différence entre les résultats calculés selon la méthode FIFO (*First In, First Out*) et les résultats selon la méthode du coût de remplacement.

(iii) l'effet des variations de juste valeur

L'effet des variations de juste valeur présenté en éléments d'ajustement correspond, pour certaines transactions, à des différences entre la mesure interne de la performance utilisée par la Direction générale de TOTAL et la comptabilisation de ces transactions selon les normes IFRS.

Les normes IFRS prévoient que les stocks de trading soient comptabilisés à leur juste valeur en utilisant les cours *spot* de fin de période. Afin de refléter au mieux la gestion par des transactions dérivées de l'exposition économique liée à ces stocks, les indicateurs internes de mesure de la performance intègrent une valorisation des stocks de trading en juste valeur sur la base de cours *forward*.

Par ailleurs, dans le cadre de ses activités de trading, TOTAL conclut des contrats de stockage dont la représentation future est enregistrée en juste valeur dans la performance économique interne du Groupe, mais n'est pas autorisée par les normes IFRS.

Dans ce cadre, les résultats ajustés (résultat opérationnel ajusté, résultat opérationnel net ajusté, résultat net ajusté) se définissent comme les résultats au coût de remplacement, hors éléments non récurrents et hors effet des variations de juste valeur.

Les chiffres présentés en euros sont obtenus à partir des chiffres en dollars convertis sur la base des taux de change moyen euro/US dollar (€-\$) des périodes concernées et ne résultent pas d'une comptabilité tenue en euros.

Avertissement aux investisseurs américains – La SEC autorise les sociétés pétrolières et gazières sous son autorité à publier séparément les réserves prouvées, probables et possibles qu'elles auraient identifiées conformément aux règles de la SEC. Cette présentation peut contenir certains termes que les recommandations de la SEC nous interdisent strictement d'utiliser dans les documents officiels qui lui sont adressés, comme notamment les termes « réserves potentielles » ou « ressources ». Tout investisseur américain est prié de se reporter à la *Form 20-F* publiée par TOTAL, File N° 1-10888, disponible au 2, Place Jean Millier – Arche Nord Coupole/Regnault – 92078 Paris-La Défense Cedex, France, ou sur notre site Internet à www.total.com. Ce document est également disponible auprès de la SEC en appelant le 1-800-SEC-0330 ou sur le site Internet de la SEC : www.sec.gov.

Comptes consolidés au 30 juin 2014

1. Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2014

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés de la société TOTAL S.A., relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2014, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité de votre Président-directeur général et examinés par votre conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I - Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point mentionné dans la note 1 de l'annexe aux comptes semestriels consolidés condensés qui expose le changement de méthode comptable relatif au changement de monnaie de présentation des états financiers consolidés de la société de l'euro au dollar américain.

II - Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

Paris La Défense, le 29 juillet 2014

Les commissaires aux comptes

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.
Michel Piette
Associé

Valérie Besson
Associée

Laurent Miannay
Associé

ERNST & YOUNG Audit
Yvon Salaün
Associé

2. Compte de résultat consolidé

TOTAL

(non audité, données 2013 converties de l'euro au dollar)

(en millions de dollars)^(a)

	1 ^{er} semestre 2014	1 ^{er} semestre 2013
Chiffre d'affaires	123 248	124 906
Droits d'accises	(12 186)	(11 380)
Produits des ventes	111 062	113 526
Achats, nets de variation de stocks	(78 703)	(79 950)
Autres charges d'exploitation	(14 593)	(14 482)
Charges d'exploration	(920)	(760)
Amortissements des immobilisations corporelles et droits miniers	(5 674)	(5 387)
Autres produits	1 196	504
Autres charges	(312)	(2 141)
Coût de l'endettement financier brut	(467)	(461)
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	50	46
Coût de l'endettement financier net	(417)	(415)
Autres produits financiers	426	342
Autres charges financières	(349)	(348)
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	1 347	1 743
Charge d'impôt	(6 499)	(7 204)
Résultat net de l'ensemble consolidé	6 564	5 428
Part du Groupe	6 439	5 312
Intérêts ne conférant pas le contrôle	125	116
Résultat net par action (dollars)	2,84	2,35
Résultat net dilué par actions (dollars)	2,82	2,34

(a) Excepté pour les résultats nets par action.

3. Résultat global consolidé

TOTAL

(non audité, données 2013 converties de l'euro au dollar)
 (en millions de dollars)

	1 ^{er} semestre 2014	1 ^{er} semestre 2013
Résultat net de l'ensemble consolidé	6 564	5 428
Autres éléments du résultat global		
Pertes et gains actuariels	(615)	(25)
Effet d'impôt	211	8
Écart de conversion de consolidation de la société-mère	(729)	(599)
Sous-total des éléments ne pouvant faire l'objet d'un reclassement en résultat	(1 133)	(616)
Écart de conversion de consolidation	548	(391)
Actifs financiers disponibles à la vente	(3)	3
Couverture de flux futurs	65	95
Quote-part du résultat global des sociétés mises en équivalence, net d'impôt	(20)	(494)
Autres éléments	(7)	(12)
Effet d'impôt	(18)	(35)
Sous-total des éléments pouvant faire l'objet d'un reclassement en résultat	565	(834)
Total autres éléments du résultat global (après impôt)	(568)	(1 450)
Résultat global	5 996	3 978
<i>Part du Groupe</i>	5 879	3 908
<i>Intérêts ne conférant pas le contrôle</i>	117	70

4. Compte de résultat consolidé

TOTAL

(non audité, données 2013 converties de l'euro au dollar)

(en millions de dollars)^(a)

	2 ^e trimestre 2014	1 ^{er} trimestre 2014	2 ^e trimestre 2013
Chiffre d'affaires	62 561	60 687	61 345
Droits d'accises	(6 354)	(5 832)	(5 839)
Produits des ventes	56 207	54 855	55 506
Achats, nets de variation de stocks	(40 371)	(38 332)	(39 631)
Autres charges d'exploitation	(7 229)	(7 364)	(7 288)
Charges d'exploration	(301)	(619)	(354)
Amortissements des immobilisations corporelles et droits miniers	(2 929)	(2 745)	(2 534)
Autres produits	96	1 100	462
Autres charges	(163)	(149)	(120)
Coût de l'endettement financier brut	(266)	(201)	(238)
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	31	19	18
Coût de l'endettement financier net	(235)	(182)	(220)
Autres produits financiers	265	161	206
Autres charges financières	(183)	(166)	(179)
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	874	473	794
Charge d'impôt	(2 902)	(3 597)	(3 229)
Résultat net de l'ensemble consolidé	3 129	3 435	3 413
Part du Groupe	3 104	3 335	3 364
Intérêts ne conférant pas le contrôle	25	100	49
Résultat net par action (dollars)	1,37	1,47	1,49
Résultat net dilué par action (dollars)	1,36	1,46	1,48

(a) Excepté pour les résultats nets par action.

5. Résultat global consolidé

TOTAL

(non audité, données 2013 converties de l'euro au dollar)
 (en millions de dollars)

	2 ^e trimestre 2014	1 ^{er} trimestre 2014	2 ^e trimestre 2013
Résultat net de l'ensemble consolidé	3 129	3 435	3 413
Autres éléments du résultat global			
Pertes et gains actuariels	(416)	(199)	(248)
Effet d'impôt	154	57	95
Écart de conversion de consolidation de la société-mère	(732)	3	1 613
Sous-total des éléments ne pouvant faire l'objet d'un reclassement en résultat	(994)	(139)	1 460
Écart de conversion de consolidation	512	36	(988)
Actifs financiers disponibles à la vente	(6)	3	8
Couverture de flux futurs	30	35	80
Quote-part du résultat global des sociétés mises en équivalence, net d'impôt	436	(456)	(541)
Autres éléments	(4)	(3)	(1)
Effet d'impôt	(5)	(13)	(32)
Sous-total des éléments pouvant faire l'objet d'un reclassement en résultat	963	(398)	(1 474)
Total autres éléments du résultat global (après impôt)	(31)	(537)	(14)
Résultat global	3 098	2 898	3 399
<i>Part du Groupe</i>	3 078	2 801	3 368
<i>Intérêts ne conférant pas le contrôle</i>	20	97	31

6. Bilan consolidé

TOTAL

ACTIF

(non audité, données 2013 converties de l'euro au dollar) (en millions de dollars)

	30/06/2014	31/03/2014	31/12/2013	30/06/2013
Actifs non courants				
Immobilisations incorporelles	18 995	18 899	18 395	17 424
Immobilisations corporelles	108 468	106 377	104 480	93 387
Sociétés mises en équivalence : titres et prêts	21 256	19 951	20 417	19 037
Autres titres	1 786	2 091	1 666	1 583
Instruments de couverture des dettes financières non courantes	1 973	1 758	1 418	1 708
Impôts différés	2 842	2 933	3 838	3 704
Autres actifs non courants	4 263	4 265	4 406	3 813
Total actifs non courants	159 583	156 274	154 620	140 656
Actifs courants				
Stocks	23 484	21 755	22 097	20 196
Clients et comptes rattachés	21 698	23 359	23 422	25 587
Autres créances	16 519	15 873	14 892	14 850
Actifs financiers courants	1 003	872	739	668
Trésorerie et équivalents de trésorerie	22 166	22 787	20 200	15 118
Actifs destinés à être cédés ou échangés	4 317	2 472	3 253	5 104
Total actifs courants	89 187	87 118	84 603	81 523
Total actif	248 770	243 392	239 223	222 179

PASSIF

(non audité, données 2013 converties de l'euro au dollar) (en millions de dollars)

	30/06/2014	31/03/2014	31/12/2013	30/06/2013
Capitaux propres				
Capital	7 511	7 496	7 493	7 490
Primes et réserves consolidées	101 100	101 568	98 254	94 637
Écarts de conversion	(1 436)	(1 625)	(1 203)	(3 063)
Actions autodétenues	(4 303)	(4 303)	(4 303)	(4 274)
Total des capitaux propres – part du Groupe	102 872	103 136	100 241	94 790
Intérêts ne conférant pas le contrôle	3 344	3 248	3 138	2 225
Total des capitaux propres	106 216	106 384	103 379	97 015
Passifs non courants				
Impôts différés	16 397	17 045	17 850	16 736
Engagements envers le personnel	4 725	4 362	4 235	4 751
Provisions et autres passifs non courants	17 445	17 582	17 517	14 464
Dettes financières non courantes	39 433	37 506	34 574	29 557
Total passifs non courants	78 000	76 495	74 176	65 508
Passifs courants				
Fournisseurs et comptes rattachés	28 902	28 621	30 282	26 380
Autres créditeurs et dettes diverses	19 994	19 097	18 948	18 162
Dettes financières courantes	13 525	11 676	11 193	13 119
Autres passifs financiers courants	472	350	381	59
Passifs relatifs aux actifs destinés à être cédés ou échangés	1 661	769	864	1 936
Total passifs courants	64 554	60 513	61 668	59 656
Total passif et capitaux propres	248 770	243 392	239 223	222 179

7. Tableau de flux de trésorerie consolidé

TOTAL

(non audité, données 2013 converties de l'euro au dollar)

(en millions de dollars)

	1 ^{er} semestre 2014	1 ^{er} semestre 2013
FLUX DE TRÉSORERIE D'EXPLOITATION		
Résultat net de l'ensemble consolidé	6 564	5 428
Amortissements et pertes de valeur des immobilisations corporelles et incorporelles	6 261	5 805
Provisions et impôts différés	243	(49)
Effet de l'externalisation des engagements sociaux	-	-
(Plus) Moins-value sur cessions d'actifs	(1 040)	1 510
Dividendes moins quote-part des résultats des sociétés mises en équivalence	(114)	(372)
Diminution (augmentation) du besoin en fonds de roulement	(1 456)	(2 751)
Autres, nets	157	180
Flux de trésorerie d'exploitation	10 615	9 751
FLUX DE TRÉSORERIE D'INVESTISSEMENT		
Investissements corporels et incorporels	(12 248)	(13 325)
Coût d'acquisition de sociétés consolidées, net de la trésorerie acquise	(414)	(21)
Coût d'acquisition de titres	(590)	(1 026)
Augmentation des prêts non courants	(1 336)	(991)
Investissements	(14 588)	(15 363)
Produits de cession d'actifs corporels et incorporels	1 155	1 660
Produits de cession de titres consolidés, net de la trésorerie cédée	-	264
Produits de cession d'autres titres	522	23
Remboursement de prêts non courants	794	616
Désinvestissements	2 471	2 563
Flux de trésorerie d'investissement	(12 117)	(12 800)
FLUX DE TRÉSORERIE DE FINANCEMENT		
Variation de capital :		
– actionnaires de la société mère	337	432
– actions propres	-	-
Dividendes payés :		
– aux actionnaires de la société mère	(3 736)	(3 532)
– aux intérêts ne conférant pas le contrôle	(146)	(94)
Autres opérations avec les intérêts ne conférant pas le contrôle	126	464
Émission nette d'emprunts non courants	7 120	4 499
Variation des dettes financières courantes	(211)	(5 162)
Variation des actifs et passifs financiers courants	(52)	1 184
Flux de trésorerie de financement	3 438	(2 209)
Augmentation (diminution) de la trésorerie	1 936	(5 258)
Incidence des variations de change	30	(33)
Trésorerie en début de période	20 200	20 409
Trésorerie à fin de période	22 166	15 118

8. Tableau de flux de trésorerie consolidé

TOTAL

(non audité, données 2013 converties de l'euro au dollar)

(en millions de dollars)

	2 ^e trimestre 2014	1 ^{er} trimestre 2014	2 ^e trimestre 2013
FLUX DE TRÉSORERIE D'EXPLOITATION			
Résultat net de l'ensemble consolidé	3 129	3 435	3 413
Amortissements et pertes de valeur des immobilisations corporelles et incorporelles	3 087	3 174	2 759
Provisions et impôts différés	(156)	399	(108)
Effet de l'externalisation des engagements sociaux	-	-	-
(Plus) Moins-value sur cessions d'actifs	(17)	(1 023)	(363)
Dividendes moins quote-part des résultats des sociétés mises en équivalence	(125)	11	94
Diminution (augmentation) du besoin en fonds de roulement	(771)	(685)	(1 025)
Autres, nets	130	27	68
Flux de trésorerie d'exploitation	5 277	5 338	4 838
FLUX DE TRÉSORERIE D'INVESTISSEMENT			
Investissements corporels et incorporels	(6 800)	(5 448)	(6 836)
Coût d'acquisition de sociétés consolidées, net de la trésorerie acquise	(414)	-	-
Coût d'acquisition de titres	(434)	(156)	(256)
Augmentation des prêts non courants	(1 075)	(261)	(367)
Investissements	(8 723)	(5 865)	(7 459)
Produits de cession d'actifs corporels et incorporels	135	1 020	1 106
Produits de cession de titres consolidés, net de la trésorerie cédée	-	-	264
Produits de cession d'autres titres	66	456	23
Remboursement de prêts non courants	430	364	357
Désinvestissements	631	1 840	1 750
Flux de trésorerie d'investissement	(8 092)	(4 025)	(5 709)
FLUX DE TRÉSORERIE DE FINANCEMENT			
Variation de capital :			
- actionnaires de la société mère	304	33	432
- actions propres	-	-	-
Dividendes payés :			
- aux actionnaires de la société mère	(1 901)	(1 835)	(1 772)
- aux intérêts ne conférant pas le contrôle	(139)	(7)	(92)
Autres opérations avec les intérêts ne conférant pas le contrôle	126	-	(7)
Émission nette d'emprunts non courants	2 931	4 189	734
Variation des dettes financières courantes	956	(1 167)	(894)
Variation des actifs et passifs financiers courants	65	(117)	6
Flux de trésorerie de financement	2 342	1 096	(1 593)
Augmentation (diminution) de la trésorerie	(473)	2 409	(2 464)
Incidence des variations de change	(148)	178	404
Trésorerie en début de période	22 787	20 200	17 178
Trésorerie à fin de période	22 166	22 787	15 118

9. Variation des capitaux propres consolidés

TOTAL

(non audité, données 2013 converties de l'euro au dollar) (en millions de dollars)	Actions émises		Primes et réserves consolidées	Écarts de conversion	Actions autodétenues		Capitaux propres- part du Groupe	Intérêts ne conférant pas le contrôle	Capitaux propres
	Nombre	Montant			Nombre	Montant			
Au 1^{er} janvier 2013	2 365 933 146	7 454	92 485	(1 696)	(108 391 639)	(4 274)	93 969	1 689	95 658
Résultat net du premier semestre 2013	-	-	5 312	-	-	-	5 312	116	5 428
Autres éléments du résultat global	-	-	(37)	(1 367)	-	-	(1 404)	(46)	(1 450)
Résultat Global	-	-	5 275	(1 367)	-	-	3 908	70	3 978
Dividendes	-	-	(3 526)	-	-	-	(3 526)	(94)	(3 620)
Émissions d'actions	10 802 845	36	396	-	-	-	432	-	432
Rachats d'actions	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Cessions d'actions ^(a)	-	-	-	-	980	-	-	-	-
Paiements en actions	-	-	97	-	-	-	97	-	97
Annulation d'actions	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres opérations avec les intérêts ne conférant pas le contrôle	-	-	(92)	-	-	-	(92)	556	464
Autres éléments	-	-	2	-	-	-	2	4	6
Au 30 juin 2013	2 376 735 991	7 490	94 637	(3 063)	(108 390 659)	(4 274)	94 790	2 225	97 015
Résultat net du 1 ^{er} juillet au 31 décembre 2013	-	-	5 916	-	-	-	5 916	177	6 093
Autres éléments du résultat global	-	-	510	1 859	-	-	2 369	(10)	2 359
Résultat Global	-	-	6 426	1 859	-	-	8 285	167	8 452
Dividendes	-	-	(3 590)	-	-	-	(3 590)	(62)	(3 652)
Émissions d'actions	942 169	3	50	-	-	-	53	-	53
Rachats d'actions	-	-	-	-	(4 414 200)	(238)	(238)	-	(238)
Cessions d'actions ^(a)	-	-	(209)	-	3 590 411	209	-	-	-
Paiements en actions	-	-	92	-	-	-	92	-	92
Annulation d'actions	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres opérations avec les intérêts ne conférant pas le contrôle	-	-	841	1	-	-	842	799	1 641
Autres éléments	-	-	7	-	-	-	7	9	16
Au 31 décembre 2013	2 377 678 160	7 493	98 254	(1 203)	(109 214 448)	(4 303)	100 241	3 138	103 379
Résultat net du premier semestre 2014	-	-	6 439	-	-	-	6 439	125	6 564
Autres éléments du résultat global	-	-	(329)	(231)	-	-	(560)	(8)	(568)
Résultat Global	-	-	6 110	(231)	-	-	5 879	117	5 996
Dividendes	-	-	(3 794)	-	-	-	(3 794)	(146)	(3 940)
Émissions d'actions	5 192 417	18	319	-	-	-	337	-	337
Rachats d'actions	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Cessions d'actions ^(a)	-	-	-	-	7 200	-	-	-	-
Paiements en actions	-	-	82	-	-	-	82	-	82
Annulation d'actions	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres opérations avec les intérêts ne conférant pas le contrôle	-	-	128	(2)	-	-	126	183	309
Autres éléments	-	-	1	-	-	-	1	52	53
Au 30 juin 2014	2 382 870 577	7 511	101 100	(1 436)	(109 207 248)	(4 303)	102 872	3 344	106 216

(a) Actions propres destinées à la couverture des plans d'actions gratuites dont bénéficient les salariés du Groupe.

10. Annexe aux comptes consolidés au 30 juin 2014

(non auditée, données 2013 converties de l'euro au dollar)

1) Principes comptables

Les comptes consolidés intermédiaires au 30 juin 2014 de TOTAL S.A. et ses filiales (le Groupe) sont présentés en dollar américain et ont été préparés en conformité avec la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire ».

Afin de rendre plus lisibles les informations financières du Groupe et de mieux refléter la performance de ses activités, principalement réalisées en dollars, TOTAL a changé à compter du 1^{er} janvier 2014 la monnaie de présentation de ses états financiers consolidés de l'euro au dollar. Les comptes sociaux de la société-mère du Groupe restent établis en euro. Le dividende versé demeure fixé en euro.

Suite à ce changement de méthode comptable, les états financiers consolidés comparatifs sont présentés en dollars.

Les écarts de conversion de consolidation ont été remis à zéro au 1^{er} janvier 2004, date de la transition aux normes IFRS. Les écarts de conversion de consolidation cumulés sont présentés comme si le Groupe avait utilisé le dollar comme monnaie de présentation de ses états financiers consolidés depuis cette date.

Les principes comptables appliqués pour les comptes consolidés au 30 juin 2014 ne diffèrent pas significativement de ceux utilisés dans les comptes consolidés au 31 décembre 2013, établis en conformité avec les normes comptables internationales IFRS (*International Financial Reporting Standards*) telles qu'adoptées par l'Union européenne et les normes IFRS telles que publiées par l'IASB (*International Accounting Standards Board*). Les nouveaux textes ou amendements d'application obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2014 ne présentent pas d'effet significatif sur les comptes du Groupe au 30 juin 2014 à l'exception de l'interprétation IFRIC 21 :

- En mai 2013 l'IASB a publié l'interprétation IFRIC 21 « Taxes prélevées par une autorité publique ». Cette interprétation est applicable de manière rétrospective à compter du 1^{er} janvier 2014. Le texte indique que le fait générateur de la dette est

l'évènement déclencheur tel que prévu dans le texte de loi. Les états financiers consolidés comparatifs ont été retraités.

L'impact sur les capitaux propres au 1^{er} janvier 2011 est de +46 M\$. L'impact sur les comptes de résultat des exercices 2011 et 2012 est non significatif. Le résultat net part du Groupe de l'exercice 2013 est augmenté de 24 M\$ (1^{er} trimestre -83 M\$, 2^e trimestre +48 M\$, 3^e trimestre +37 M\$, 4^e trimestre +22 M\$).

La préparation des états financiers selon les normes IFRS implique que la Direction générale du Groupe effectue des estimations et retienne des hypothèses qui affectent les valeurs pour lesquelles les actifs, passifs et passifs éventuels sont comptabilisés à la date de préparation des états financiers et les produits et charges comptabilisés sur la période. La Direction générale du Groupe revoit régulièrement ces estimations et hypothèses en s'appuyant sur l'expérience et divers autres facteurs considérés comme raisonnables pour estimer la valeur comptable des actifs et passifs. Les résultats réalisés peuvent différer significativement de ces estimations lorsque des circonstances ou hypothèses différentes s'appliquent. La mise en œuvre de ces estimations et hypothèses concerne principalement l'application de la méthode dite des *successful efforts* pour les activités pétrolières, la dépréciation des actifs immobilisés, les provisions pour restitution des sites et les provisions pour risques et charges liées à l'environnement, la valorisation des engagements de retraite et la détermination des impôts courants et différés. Ces estimations et hypothèses sont décrites dans l'annexe aux comptes consolidés au 31 décembre 2013.

Par ailleurs, lorsqu'une transaction spécifique n'est traitée par aucune norme ou interprétation, la Direction générale du Groupe exerce son jugement pour définir et mettre en œuvre les méthodes comptables permettant de fournir une information conforme aux principes généraux des IFRS : fidélité, pertinence et importance relative.

2) Variation de la composition du Groupe et principales acquisitions et cessions

Amont

- TOTAL a finalisé en mars 2014 la cession à Sonangol E&P de ses intérêts dans le bloc 15/06 en Angola.
- TOTAL a finalisé en mars 2014 l'acquisition auprès d'InterOil Corporation d'une participation de 40,1% (avant entrée possible de l'État) dans le bloc PRL 15 contenant le champ de gaz d'Elk-Antelope en Papouasie-Nouvelle-Guinée pour un montant de 405 M\$. Le paiement a été effectué le 2 avril 2014.
- Le 27 février 2014, TOTAL a introduit en bourse Gaztransport et Technigaz S.A. (GTT), société d'ingénierie spécialisée dans la

conception de membranes cryogéniques pour le transport et le stockage de GNL. Avec la cotation sur Euronext Paris, TOTAL a réduit sa participation au capital de la société, passant de 30,0% du capital à 10,4%. L'introduction en bourse s'est faite au prix de 46 € par action, valorisant le capital de la société (à 100%) à 1,7 G\$. Cette cession a généré une plus-value après impôt de 599 M\$.

- TOTAL a finalisé au cours du premier semestre 2014 l'acquisition de 1,05% supplémentaires du capital de Novatek pour un montant de 355 M\$, ce qui porte la participation de TOTAL dans Novatek à 18,0% au 30 juin 2014.

3) Éléments d'ajustement

L'information financière sectorielle est présentée selon les principes identiques à ceux du *reporting* interne. Elle reproduit l'information sectorielle interne définie pour gérer et mesurer les performances de TOTAL qui est revue par le principal décideur opérationnel du Groupe, à savoir le Comité exécutif.

Les indicateurs de performance excluant les éléments d'ajustement, tels que le résultat opérationnel ajusté, le résultat opérationnel net ajusté et le résultat net ajusté, sont destinés à faciliter l'analyse de la performance financière et la comparaison des résultats entre périodes.

Les éléments d'ajustement comprennent :

(i) les éléments non récurrents

En raison de leur caractère inhabituel ou particulièrement significatif, certaines transactions qualifiées « d'éléments non récurrents » sont exclues des informations par secteur d'activité. En général, les éléments non récurrents concernent des transactions qui sont significatives, peu fréquentes ou inhabituelles. Cependant, dans certains cas, des transactions telles que coûts de restructuration ou cessions d'actifs, qui ne sont pas considérées comme représentatives du cours normal de l'activité, peuvent être qualifiées d'éléments non récurrents, bien que des transactions similaires aient pu se produire au cours des exercices précédents, ou risquent de se reproduire lors des exercices futurs.

(ii) l'effet de stock

Les résultats ajustés des secteurs Raffinage-Chimie et Marketing & Services sont communiqués selon la méthode du coût de remplacement. Cette méthode est utilisée afin de mesurer la performance des secteurs et de faciliter la comparabilité de leurs résultats avec ceux des principaux concurrents du Groupe.

Dans la méthode du coût de remplacement, proche du LIFO (*Last In, First Out*), la variation de la valeur des stocks dans le compte de résultat est déterminée par référence au différentiel de prix fin de mois d'une période à l'autre ou par référence à des prix moyens de la période selon la nature des stocks concernés et non par référence à la valeur historique des stocks. L'effet de stock correspond à la différence entre les résultats calculés selon la méthode FIFO (*First In, First Out*) et les résultats selon la méthode du coût de remplacement.

(iii) l'effet des variations de juste valeur

L'effet des variations de juste valeur présenté en éléments d'ajustement correspond, pour certaines transactions, à des différences entre la mesure interne de la performance utilisée par la Direction générale de TOTAL et la comptabilisation de ces transactions selon les normes IFRS.

Les normes IFRS prévoient que les stocks de trading soient comptabilisés à leur juste valeur en utilisant les cours *spot* de fin de période. Afin de refléter au mieux la gestion par des transactions dérivées de l'exposition économique liée à ces stocks, les indicateurs internes de mesure de la performance intègrent une valorisation des stocks de trading en juste valeur sur la base de cours *forward*.

Par ailleurs, dans le cadre de ses activités de trading, TOTAL conclut des contrats de stockage dont la représentation future est enregistrée en juste valeur dans la performance économique interne du Groupe, mais n'est pas autorisée par les normes IFRS.

Dans ce cadre, les résultats ajustés (résultat opérationnel ajusté, résultat opérationnel net ajusté, résultat net ajusté) se définissent comme les résultats au coût de remplacement, hors éléments non récurrents et hors effet des variations de juste valeur.

Le détail des éléments d'ajustement est présenté dans le tableau page suivante.

ÉLÉMENTS D'AJUSTEMENT DU RÉSULTAT OPÉRATIONNEL

(en millions de dollars)		Mont	Raffinage- Chimie	Marketing & Services	Holding	Total
2^e trimestre 2014	Effet de stock	-	122	(5)	-	117
	Effet des variations de juste valeur	(36)	-	-	-	(36)
	Charges de restructuration	-	-	-	-	-
	Dépréciations exceptionnelles	-	(40)	-	-	(40)
	Autres éléments	-	-	(22)	-	(22)
Total		(36)	82	(27)	-	19
2^e trimestre 2013	Effet de stock	-	(655)	(107)	-	(762)
	Effet des variations de juste valeur	(42)	-	-	-	(42)
	Charges de restructuration	-	-	-	-	-
	Dépréciations exceptionnelles	-	-	-	-	-
	Autres éléments	-	(49)	-	-	(49)
Total		(42)	(704)	(107)	-	(853)
1^{er} semestre 2014	Effet de stock	-	(41)	(23)	-	(64)
	Effet des variations de juste valeur	(10)	-	-	-	(10)
	Charges de restructuration	-	-	-	-	-
	Dépréciations exceptionnelles	-	(40)	-	-	(40)
	Autres éléments	(115)	-	(22)	-	(137)
Total		(125)	(81)	(45)	-	(251)
1^{er} semestre 2013	Effet de stock	-	(743)	(135)	-	(878)
	Effet des variations de juste valeur	(39)	-	-	-	(39)
	Charges de restructuration	-	(2)	-	-	(2)
	Dépréciations exceptionnelles	-	(5)	-	-	(5)
	Autres éléments	-	(49)	-	-	(49)
Total		(39)	(799)	(135)	-	(973)

ÉLÉMENTS D'AJUSTEMENT DU RÉSULTAT NET PART DU GROUPE

(en millions de dollars)		Mont	Raffinage- Chimie	Marketing & Services	Holding	Total
2^e trimestre 2014	Effet de stock	-	77	3	-	80
	Effet des variations de juste valeur	(29)	-	-	-	(29)
	Charges de restructuration	-	(1)	(4)	-	(5)
	Dépréciations exceptionnelles	-	(76)	-	-	(76)
	Plus (moins) values de cession	-	-	-	-	-
	Autres éléments	-	-	(17)	-	(17)
Total		(29)	-	(18)	-	(47)
2^e trimestre 2013	Effet de stock	-	(460)	(65)	-	(525)
	Effet des variations de juste valeur	(31)	-	-	-	(31)
	Charges de restructuration	-	-	-	-	-
	Dépréciations exceptionnelles	-	-	-	-	-
	Plus (moins) values de cession	431	(59)	-	-	372
	Autres éléments	-	(33)	-	-	(33)
Total		400	(552)	(65)	-	(217)
1^{er} semestre 2014	Effet de stock	-	(34)	(23)	-	(57)
	Effet des variations de juste valeur	(8)	-	-	-	(8)
	Charges de restructuration	-	(1)	(4)	-	(5)
	Dépréciations exceptionnelles	(350)	(76)	-	-	(426)
	Plus (moins) values de cession	599	-	-	-	599
	Autres éléments	(115)	(10)	(17)	-	(142)
Total		126	(121)	(44)	-	(39)
1^{er} semestre 2013	Effet de stock	-	(506)	(87)	-	(593)
	Effet des variations de juste valeur	(30)	-	-	-	(30)
	Charges de restructuration	-	(20)	(13)	-	(33)
	Dépréciations exceptionnelles	-	(4)	-	-	(4)
	Plus (moins) values de cession	(1 215)	(59)	-	-	(1 274)
	Autres éléments	-	(33)	-	-	(33)
Total		(1 245)	(622)	(100)	-	(1 967)

Des études approfondies ont confirmé un schéma technique permettant de développer le champ de Shtokman, mais pour un coût trop élevé qui ne donnait pas une rentabilité acceptable. Le Groupe reste en contact avec Gazprom pour étudier d'autres schémas techniques

qui améliorent l'économie et pour définir une éventuelle participation future au développement du champ. Dans l'attente, le Groupe a décidé de déprécier l'investissement réalisé dans ce projet pour un montant de 350 M\$ comptabilisé au 1^{er} trimestre 2014.

4) Capitaux propres

Autodétention (actions TOTAL détenues par TOTAL S.A.)

Au 30 juin 2014, TOTAL S.A. détenait 8 875 980 de ses propres actions, soit 0,37% du capital social, réparties de la façon suivante :

- 8 757 120 actions affectées aux plans d'attribution gratuite d'actions TOTAL dont bénéficient les salariés du Groupe ;
- 118 860 actions destinées à être affectées à de nouveaux plans d'options d'achat ou à de nouveaux plans d'attribution gratuite d'actions.

Ces actions sont déduites des capitaux propres consolidés.

Autocontrôle (actions TOTAL détenues par des filiales du Groupe)

Au 30 juin 2014, TOTAL S.A. détenait indirectement, par l'intermédiaire de ses filiales, 100 331 268 de ses propres actions, soit 4,21% du capital social, réparties de la façon suivante :

- 2 023 672 actions détenues par une société du Groupe, Total Nucléaire, détenue indirectement à 100% par TOTAL S.A. ;
- 98 307 596 actions détenues par des filiales d'Elf Aquitaine (Financière Valorgest, Sogapar et Fingestval), détenues indirectement à 100% par TOTAL S.A.

Ces actions sont déduites des capitaux propres consolidés.

Dividende

L'Assemblée générale des actionnaires du 16 mai 2014 a approuvé la distribution d'un dividende de 2,38 euros par action au titre de

l'exercice 2013. Compte tenu du paiement des trois acomptes sur dividende de 0,59 € par action mis en paiement les 27 septembre 2013, 19 décembre 2013 et 27 mars 2014, le solde du dividende, soit 0,61 € par action, a été mis en paiement le 5 juin 2014.

Le Conseil d'administration du 29 avril 2014 a décidé de fixer à 0,61 € par action le montant du premier acompte trimestriel sur le dividende au titre de l'exercice 2014. Cet acompte sera détaché de l'action le 23 septembre 2014 et mis en paiement en numéraire le 26 septembre 2014.

Par ailleurs, le Conseil d'administration du 29 juillet 2014 a décidé de fixer à 0,61 € par action le montant du deuxième acompte trimestriel sur le dividende au titre de l'exercice 2014. Cet acompte sera détaché de l'action le 15 décembre 2014 et mis en paiement en numéraire le 17 décembre 2014.

Résultat net par action en euro

Le résultat net par action en euro, obtenu à partir du résultat net par action en dollars américains converti en utilisant le taux de change euro/dollar américain moyen de la période, s'élève à 1,00 € par action au 2^e trimestre 2014 (1,07 € par action au 1^{er} trimestre 2014 et 1,14 € par action au 2^e trimestre 2013). Le résultat net dilué par action en euro calculé en utilisant la même méthode s'élève à 0,99 € par action au 2^e trimestre 2014 (1,07 € par action au 1^{er} trimestre 2014 et 1,12 € par action au 2^e trimestre 2013).

Autres éléments du Résultat Global

Les autres éléments du résultat global sont détaillés dans le tableau suivant :

(en millions de dollars)	1 ^{er} semestre 2014	1 ^{er} semestre 2013
Pertes et gains actuariels	(615)	(25)
Effet d'impôt	211	8
Écart de conversion de consolidation de la société-mère	(729)	(599)
Sous-total des éléments ne pouvant faire l'objet d'un reclassement en résultat	(1 133)	(616)
Écart de conversion de consolidation	548	(391)
- Gains/(Pertes) de la période non réalisés	549	(414)
- Diminué des gains/(pertres) comptabilisés en Résultat net	1	(23)
Actifs financiers disponibles à la vente	(3)	3
- Gains/(Pertes) de la période non réalisés	(12)	3
- Diminué des gains/(pertres) comptabilisés en Résultat net	(9)	-
Couverture de flux futurs	65	95
- Gains/(Pertes) de la période non réalisés	(17)	19
- Diminué des gains/(pertres) comptabilisés en Résultat net	(82)	(76)
Quote-part du résultat global des sociétés mises en équivalence, net d'impôt	(20)	(494)
Autres éléments	(7)	(12)
- Gains/(Pertes) de la période non réalisés	(7)	(12)
- Diminué des gains/(pertres) comptabilisés en Résultat net	-	-
Effet d'impôt	(18)	(35)
Sous-total des éléments pouvant faire l'objet d'un reclassement en résultat	565	(834)
Total autres éléments du résultat global	(568)	(1 450)

Le détail des effets d'impôt relatifs aux autres éléments du résultat global s'établit comme suit :

(en millions de dollars)	1 ^{er} semestre 2014			1 ^{er} semestre 2013		
	Avant impôt	Impôt	Après impôt	Avant impôt	Impôt	Après impôt
Pertes et gains actuariels	(615)	211	(404)	(25)	8	(17)
Écart de conversion de consolidation de la société-mère	(729)	-	(729)	(599)	-	(599)
Sous-total des éléments ne pouvant faire l'objet d'un reclassement en résultat	(1 344)	211	(1 133)	(624)	8	(616)
Écart de conversion de consolidation	548	-	548	(391)	-	(391)
Actifs financiers disponibles à la vente	(3)	3	-	3	1	4
Couverture de flux futurs	65	(21)	44	95	(36)	59
Quote-part du résultat global des sociétés mises en équivalence, net d'impôt	(20)	-	(20)	(494)	-	(494)
Autres éléments	(7)	-	(7)	(12)	-	(12)
Sous-total des éléments pouvant faire l'objet d'un reclassement en résultat	583	(18)	565	(799)	(35)	(834)
Total autres éléments du résultat global	(761)	193	(568)	(1 423)	(27)	(1 450)

5) Emprunts et dettes financières

Le Groupe a procédé à des émissions d'emprunts obligataires par l'intermédiaire de sa filiale Total Capital International au cours des six premiers mois de l'exercice 2014 :

- Emprunt 1,000% 2014-2017 (500 millions d'USD)
- Emprunt 2,125% 2014-2019 (750 millions d'USD)
- Emprunt 3,750% 2014-2024 (1 250 millions d'USD)
- Emprunt 4,125% 2014-2019 (150 millions d'AUD)
- Emprunt US Libor 3 mois +38 bp 2014-2019 (200 millions d'USD)
- Emprunt 3,000% 2014-2044 (100 millions d'EUR)
- Emprunt 2,500% 2014-2026 (850 millions d'EUR)
- Emprunt 2,500% 2014-2026 (250 millions d'EUR)
- Emprunt 2,100% 2014-2019 (1 000 millions d'USD)
- Emprunt US Libor 3 mois +35 bp 2014-2019 (250 millions d'USD)
- Emprunt 2,750% 2014-2021 (1 000 millions d'USD)
- Emprunt 3,750% 2014-2019 (100 millions d'AUD)

Le Groupe a effectué des remboursements d'emprunts obligataires au cours des six premiers mois de l'exercice 2014 :

- Emprunt 1,625% 2011-2014 (750 millions d'USD)
- Emprunt US Libor 3 mois +38 bp 2011-2014 (750 millions d'USD)
- Emprunt 5,750% 2011-2014 (100 millions d'AUD)
- Emprunt 3,500% 2009-2014 (1 000 millions d'EUR)
- Emprunt 3,240% 2009-2014 (396 millions d'HKD)
- Emprunt 3,500% 2009-2014 (150 millions d'EUR)
- Emprunt 1,723% 2007-2014 (8 000 millions de JPY)

Dans le cadre de sa gestion active de trésorerie, le Groupe peut augmenter temporairement ses financements à court terme notamment sous forme de billets de trésorerie et de *commercial papers*. Les variations des dettes financières courantes, de la trésorerie et des équivalents de trésorerie et des actifs financiers courants qui peuvent en résulter dans les états financiers trimestriels ne sont pas nécessairement représentatives d'une situation durable.

6) Parties liées

Les parties liées sont constituées principalement des sociétés mises en équivalence et des sociétés non consolidées.

Il n'y a pas eu d'évolution significative des transactions avec les parties liées au cours des six premiers mois de l'exercice 2014.

7) Autres risques et engagements

À la connaissance de TOTAL, il n'existe pas de faits exceptionnels, litiges, risques ou engagements hors bilan, susceptibles d'avoir un impact significatif sur la situation financière, le patrimoine, le résultat ou les activités du Groupe.

Enquêtes sur la concurrence

Les principaux litiges en matière de concurrence auxquels les sociétés du Groupe sont confrontées sont décrits ci-après.

Dans le secteur Raffinage-Chimie

Dans le cadre de la scission d'Arkema⁽¹⁾ intervenue en 2006, TOTAL S.A. et certaines sociétés du Groupe ont consenti, pendant une durée de dix ans, une garantie couvrant les éventuelles conséquences pécuniaires des procédures en matière d'entente anticoncurrentielle dont Arkema pourrait faire l'objet pour des faits antérieurs à la scission. Au 31 décembre 2013, toutes les procédures civiles ou engagées par les autorités de concurrence couvertes par la garantie ont été définitivement réglées tant en Europe qu'aux États-Unis. Bien qu'Arkema ait mis en œuvre à partir de 2001 un plan visant la mise en conformité des pratiques de ses salariés avec les règles sur la concurrence, il ne peut être exclu que d'autres procédures concernant Arkema puissent être mises en œuvre pour des faits antérieurs à la scission.

Dans le secteur Marketing & Services

- Dans le cadre du recours engagé contre la décision de la juridiction européenne ayant condamné en 2008 Total Marketing Services pour des pratiques se rapportant à une ligne de produits du secteur Marketing & Services à une amende de 128,2 M€ intégralement acquittée et pour laquelle TOTAL S.A. a été déclarée solidairement responsable en tant que société mère, la juridiction communautaire compétente a décidé dans un arrêt rendu au troisième trimestre 2013 de réduire l'amende infligée à Total Marketing Services à 125,5 M€, sans modifier la responsabilité de TOTAL S.A. en tant que maison mère. Des recours en cassation ont été engagés sur cette décision.
- Aux Pays-Bas, une procédure en indemnisation a été engagée contre TOTAL S.A., Total Marketing Services et d'autres groupes de sociétés, par des tiers à la suite de pratiques précédemment sanctionnées par la Commission européenne. À ce stade, les demandeurs n'ont pas communiqué le quantum de leur demande.
- Enfin, en Italie, en 2013, une procédure civile a été engagée à l'encontre de TOTAL S.A. et de sa filiale Total Aviazione Italia Srl devant les juridictions civiles compétentes. Le demandeur allègue à l'encontre de TOTAL S.A. et de sa filiale, ainsi qu'à l'encontre de différentes sociétés tierces, un préjudice qu'il estime à près de 908 M€. Cette procédure fait suite à des pratiques qui ont été sanctionnées par l'autorité de concurrence italienne en 2006. L'existence comme l'évaluation des préjudices allégués dans cette procédure qui comporte une pluralité de défendeurs, sont fermement contestées.

Quelle que soit l'évolution des procédures décrites ci-dessus, le Groupe considère que leur issue ne devrait avoir d'impact significatif, ni sur sa situation financière, ni sur ses résultats consolidés.

Grande Paroisse

Une explosion est survenue le 21 septembre 2001 dans une usine de la société Grande Paroisse située à Toulouse en France. L'activité principale de Grande Paroisse (ex-filiale d'Atofina devenue filiale d'Elf Aquitaine Fertilisants au 31 décembre 2004 dans le cadre de la réorganisation du secteur Chimie du Groupe) résidait alors dans la production et la commercialisation de fertilisants pour le marché de l'agriculture. L'explosion s'est produite dans une zone de stockage de l'usine où étaient entreposés des granulés de nitrate d'ammonium déclassés et a détruit une partie du site. Cette explosion a provoqué la mort de trente et une personnes, dont

vingt et une travaillant sur le site, blessé de nombreuses personnes et causé des dommages matériels importants dans une partie de la ville de Toulouse.

L'usine a été définitivement fermée et des mesures d'accompagnement ont été proposées à chaque salarié. Le site a été remis en état.

Le 14 décembre 2006, Grande Paroisse a signé, en présence de la ville de Toulouse, l'acte par lequel elle a fait donation de l'ancien terrain de l'usine AZF à la Communauté d'agglomération du Grand Toulouse (CAGT) ainsi qu'à la Caisse des dépôts et consignations et à sa filiale ICADE. Aux termes de cet acte, TOTAL S.A. garantit les obligations de Grande Paroisse relatives à la remise en état du site et accorde une dotation de 10 M€ à la fondation de recherche InNaBioSanté dans le cadre de l'installation sur le terrain d'un Cancéro-pôle par la ville de Toulouse.

Après avoir présenté plusieurs hypothèses, les experts judiciaires ont, dans leur rapport final déposé le 11 mai 2006 abandonné celle du déversement de quantités importantes de produit chloré sur du nitrate. Le scénario finalement retenu par les experts est celui d'un déversement par benne, dans un local jouxtant le magasin de stockage principal, de quelques balayures de produit chloré entre une couche très humide de nitrate d'ammonium recouvrant le sol et une quantité de nitrate agricole très sec, ce qui aurait entraîné une explosion se propageant ensuite dans le magasin de stockage principal. C'est sur la base de ce nouveau scénario que Grande Paroisse a été mise en examen en 2006 ; Grande Paroisse conteste un tel scénario qui ne semble pas reposer sur des éléments factuels vérifiés ou vérifiables.

Le 9 juillet 2007, le juge d'instruction a ordonné le renvoi de Grande Paroisse et de l'ancien directeur du site devant le Tribunal correctionnel de Toulouse. Fin 2008, TOTAL S.A. et M. Thierry Desmarest, son Président-directeur général au moment des faits, ont fait l'objet d'une citation directe par une association de victimes.

Le 19 novembre 2009, le Tribunal correctionnel de Toulouse a prononcé la relaxe de l'ancien directeur de l'usine, ainsi que de Grande Paroisse, en raison de l'absence de preuve certaine des causes de l'explosion. Par ailleurs, le Tribunal a déclaré irrecevable la demande de citation directe de TOTAL S.A. et de M. Thierry Desmarest.

En raison de la présomption de responsabilité civile qui pèse légalement sur Grande Paroisse, le Tribunal a déclaré Grande Paroisse civilement responsable des dommages causés aux victimes par l'explosion en sa qualité de gardienne et exploitante de l'usine.

Le Parquet, suivi en cela par des parties civiles, a interjeté appel du jugement rendu par le Tribunal correctionnel de Toulouse. Grande Paroisse, afin de préserver ses droits, a également formé appel incident sur les dispositions civiles.

Par arrêt du 24 septembre 2012, la cour d'appel de Toulouse a confirmé le jugement du Tribunal qui avait déclaré irrecevable la demande de citation directe de TOTAL S.A. et de M. Thierry Desmarest. Certaines parties civiles ont fait une déclaration de pourvoi contre ces dispositions de l'arrêt.

La cour d'appel de Toulouse a néanmoins considéré que l'explosion était due à un accident chimique tel que décrit par les experts judiciaires. Elle a en conséquence condamné Grande Paroisse et l'ancien directeur de l'usine à des sanctions pénales. Ces derniers ont décidé de se pourvoir en cassation ce qui a pour effet de suspendre l'exécution des peines.

(1) Arkema désigne collectivement l'ensemble des sociétés du groupe Arkema, dont la société mère est Arkema S.A. ; depuis le 12 mai 2006, Arkema ne fait plus partie de TOTAL.

Une procédure d'indemnisation des victimes avait été mise en œuvre immédiatement après l'explosion. Un montant de 2,3 G€ a été réglé au titre des demandes d'indemnisation et des frais associés. Une provision d'un montant de 11,6 M€ reste constituée dans les comptes consolidés du Groupe au 30 juin 2014.

Blue Rapid et Comité olympique russe – Régions russes et Interneft

La société panaméenne Blue Rapid et le Comité olympique russe ont lancé une action à l'encontre d'Elf Aquitaine devant le Tribunal de commerce de Paris, en paiement de dommages-intérêts à raison de la prétendue non-exécution par une ex-filiale d'Elf Aquitaine d'un contrat portant sur un projet d'Exploration-Production en Russie négocié au début des années 1990. Elf Aquitaine, considérant que ces demandes étaient dénuées de tout fondement, s'est opposée à celles-ci. Par jugement en date du 12 janvier 2009, le Tribunal de commerce de Paris a débouté la société Blue Rapid de son action à l'encontre d'Elf Aquitaine et a déclaré le Comité olympique russe irrecevable. Blue Rapid et le Comité olympique russe ont relevé appel de ce jugement. Par arrêt en date du 30 juin 2011, la cour d'appel de Paris a déclaré Blue Rapid et le Comité olympique russe irrecevables en leur action à l'encontre d'Elf Aquitaine, au motif notamment de la caducité dudit contrat. Blue Rapid et le Comité olympique russe ont formé un pourvoi contre la décision de la cour d'appel devant la Cour de cassation.

En relation avec ces mêmes faits, et quinze ans après qu'eut été constatée la caducité de ce contrat d'Exploration-Production, une société russe, dont il a déjà été jugé qu'elle n'était pas celle partie au contrat, et deux régions de la Fédération de Russie, qui n'y étaient pas davantage parties, ont lancé une procédure d'arbitrage contre cette ex-filiale d'Elf Aquitaine, liquidée en 2005, en paiement de prétendus dommages-intérêts dont le montant allégué est de 22,4 G\$. Pour les mêmes raisons que celles déjà opposées avec succès par Elf Aquitaine à Blue Rapid et au Comité olympique russe, le Groupe considère que cette action est dénuée de tout fondement, tant en fait qu'en droit. Le Groupe a déposé plainte pour dénoncer les agissements frauduleux dont il s'estime victime en l'espèce et a parallèlement engagé, et se réserve d'engager, toutes actions et mesures appropriées pour assurer la défense de ses intérêts.

Iran

En 2003, la United States Securities and Exchange Commission (SEC) suivie par le Département de Justice américain (DoJ) ont lancé une enquête en relation avec la recherche d'affaires en Iran et visant plusieurs compagnies pétrolières, dont TOTAL. Cette enquête portait sur un accord conclu par la Société avec des consultants au sujet de champs d'hydrocarbures en Iran et tendait à vérifier si des paiements effectués en vertu de cet accord auraient bénéficié à des officiels iraniens en méconnaissant la loi anticorruption américaine (le « FCPA ») et les obligations comptables de la Société.

Fin mai 2013, après plusieurs années de discussions, TOTAL a conclu des transactions avec les autorités américaines (un *Deferred Prosecution Agreement* avec le DoJ et un *Cease and Desist Order* avec la SEC) qui mettent un terme à cette enquête. Ces accords ont été conclus sans reconnaissance de culpabilité et en contrepartie du respect par TOTAL d'un certain nombre d'obligations, dont le paiement d'une amende (245,2 M\$) et d'une compensation civile (153 M\$) qui est intervenu au cours du deuxième trimestre

2013. La provision de 398,2 M\$ qui avait été initialement comptabilisée dans les comptes au 30 juin 2012, a été intégralement reprise. Aux termes de ces accords, TOTAL a également accepté la nomination d'un *monitor* français indépendant qui est chargé de passer en revue le programme de conformité mis en œuvre au sein du Groupe et le cas échéant de préconiser des améliorations.

Dans cette même affaire, TOTAL et son Président-directeur général, à l'époque des faits Directeur Moyen-Orient, ont été mis en examen suite à une instruction lancée en France en 2006 et dans laquelle le Parquet a requis, fin mai 2013, leur renvoi. Le Parquet a réitéré sa position en juin 2014. Le juge d'instruction n'a pas encore rendu sa décision.

La Société considère que la résolution de ces affaires ne devrait pas avoir d'impact significatif sur la situation financière du Groupe ou de conséquence sur ses projets futurs.

Pétrole contre nourriture

Les conditions d'application des résolutions de l'Organisation des Nations unies (ONU) en Irak dites « pétrole contre nourriture » font l'objet d'enquêtes dans plusieurs pays.

Dans le cadre d'une information judiciaire ouverte à Paris, des salariés ou anciens salariés du Groupe ont fait l'objet d'une mise en examen pour complicité d'abus de biens sociaux et/ou complicité de corruption d'agents publics étrangers. Le Président-directeur général de la Société, à l'époque Directeur Général Exploration & Production du Groupe, a également fait l'objet d'une mise en examen en octobre 2006. En 2007, l'instruction pénale a été clôturée et l'affaire a été communiquée au Parquet. En 2009, le Parquet a requis un non-lieu pour l'ensemble des salariés et anciens salariés du Groupe ainsi que pour le Président-directeur général de TOTAL.

Début 2010, malgré l'avis du Parquet, un nouveau juge d'instruction a décidé de mettre en examen TOTAL S.A. pour corruption ainsi que pour complicité et recel de trafic d'influence. Cette mise en examen intervient huit ans après le début de l'instruction, sans qu'aucun élément nouveau n'ait été versé au dossier.

En octobre 2010, le Parquet a de nouveau requis un non-lieu pour TOTAL S.A. ainsi que pour l'ensemble des anciens salariés du Groupe et le Président-directeur général de TOTAL. Néanmoins, par ordonnance notifiée début août 2011, le juge d'instruction a décidé de renvoyer l'affaire devant le tribunal correctionnel qui, par jugement du 8 juillet 2013, a prononcé la relaxe de TOTAL S.A. ainsi que celle de son Président-directeur général et de chacun des anciens salariés des sociétés du Groupe, jugeant qu'aucun des délits pour lesquels ils étaient poursuivis n'était constitué. Le 18 juillet 2013, le Parquet a fait appel d'une partie des dispositions du jugement relaxant TOTAL S.A. et certains anciens salariés du Groupe. Le jugement de relaxe du Président-directeur général de TOTAL S.A. prononcé le 8 juillet 2013 est définitif, le Parquet n'ayant pas fait appel des dispositions de la décision le concernant. Le procès en appel devrait s'ouvrir en octobre 2015.

Italie

Dans le cadre d'une enquête lancée par le procureur de la République du tribunal de Potenza, Total Italia et certains collaborateurs du Groupe ont fait l'objet d'investigations relatives à certains appels d'offres qu'elle avait lancés pour la préparation de la mise en exploitation d'un champ pétrolier.

Au premier semestre 2010, l'enquête pénale a été clôturée.

En mai 2012, le Juge de l'audience préliminaire a rendu une décision aux fins de non-lieu partiel au bénéfice de certains collaborateurs du Groupe et de renvoi partiel devant le Tribunal correctionnel pour un nombre réduit de charges. Le procès s'est ouvert en septembre 2012.

Rivunion

Le 9 juillet 2012, le tribunal fédéral suisse a rendu à l'encontre de la société Rivunion, filiale à 100% d'Elf Aquitaine, une décision confirmant un redressement fiscal d'un montant de 171 millions de francs suisses (hors intérêts de retard). Selon le Tribunal, Rivunion est condamnée en sa qualité d'agent collecteur d'une retenue à la source (« impôt anticipé ») due par les bénéficiaires des prestations taxées. Rivunion, en liquidation depuis le 13 mars 2002, n'étant pas en mesure d'obtenir la restitution de cette retenue à la source et ne pouvant faire face à ses obligations, a fait l'objet d'une procédure collective le 1^{er} novembre 2012. Le 29 août 2013, l'administration fédérale fiscale suisse a déclaré la somme de 284 millions de francs suisses au passif de la procédure collective de Rivunion, incluant 171 millions de francs suisses en principal, ainsi que les intérêts de retard.

Total Gabon

Le 14 février 2014, Total Gabon a reçu un avis de redressement fiscal du ministère de l'Économie et de la Prospective de la République Gabonaise assorti d'un avis de mise en recouvrement partiel à la suite du contrôle fiscal dont la Société a fait l'objet au titre des années 2008 à 2010. Le montant mentionné dans l'avis de redressement fiscal est de 805 M\$. La procédure de mise en recouvrement partiel a été suspendue le 5 mars 2014 faisant suite au recours que Total Gabon a engagé auprès de l'Administration Fiscale. Total Gabon conteste les chefs de redressements et les montants associés. Les discussions avec les autorités compétentes se poursuivent.

Kashagan

Au Kazakhstan, la production du champ de Kashagan dans lequel TOTAL détient une participation de 16,81% a démarré le 11 septembre 2013. Néanmoins, suite à la détection d'une fuite de gaz sur le pipe d'export, la production a dû être arrêtée le 24 septembre. Elle a repris mais après détection d'une nouvelle fuite de gaz, elle a été de nouveau arrêtée le 9 octobre. Des tests de pressurisation ont été réalisés dans le respect des

règles de sécurité et ont mis en évidence un certain nombre de fissures/fuites potentielles. La production du champ de Kashagan a donc été arrêtée et des études techniques plus approfondies ont été lancées.

À ce jour, un nombre significatif d'anomalies ont été identifiées sur les lignes export huile et gaz. En conséquence, il a été décidé de remplacer les deux pipes et un plan d'actions des travaux à réaliser est en cours de finalisation. Les travaux seront réalisés selon les plus hauts standards internationaux et dans le strict respect des règles HSE afin de maîtriser, de limiter et remédier à tous les problèmes liés au redémarrage de la production.

Par ailleurs, le Département de l'Environnement de la Région d'Atyrau (« ARED ») a engagé à l'encontre du consortium en charge du développement du champ de Kashagan une procédure alléguant le non-respect de la réglementation environnementale concernant des émissions de gaz (*flaring*). Le 7 mars 2014, une demande d'indemnisation au titre de dommages causés à l'environnement a été formulée par l'ARED pour un montant d'environ 737 M\$ (KZT 134 milliards) soit en quote-part pour TOTAL, environ 124 M\$ (KZT 22,5 milliards).

Le consortium du projet Kashagan conteste ces allégations.

Russie

Le 16 juillet 2014, le Département du Trésor américain (*US Treasury Department's Office of Foreign Assets Control* ou OFAC) a adopté de nouvelles sanctions économiques impliquant différentes entités russes du secteur financier et du secteur de l'énergie, dont Novatek (société de droit russe cotée au Moscow Interbank Currency Exchange et au London Stock Exchange) et les entités dans lesquelles Novatek détient une participation de 50% ou plus dans le capital.

TOTAL suit attentivement l'évolution de la situation et des sanctions imposées à Novatek. Le Groupe poursuit également l'examen des impacts possibles des sanctions sur ses activités en Russie, en particulier sur le projet Yamal LNG.

Au 30 juin 2014, le Groupe détient à travers sa filiale Total E&P Arctic Russia, une participation de 18,0% dans le capital de Novatek. Novatek détient 60% de Yamal LNG aux cotés de TOTAL (20%) et de CNPC (20%). Novatek détient également 51% de ZOA Terneftegas qui détient la licence de développement et de production du champ de Termokartstovoye, aux cotés de TOTAL (49%).

8) Informations par secteur d'activité

1 ^{er} semestre 2014 (en millions de dollars)	Amont	Raffinage- Chimie	Marketing & Services	Holding	Éliminations de consolidation	Total
Chiffre d'affaires hors Groupe	12 871	55 682	54 683	12	-	123 248
Chiffre d'affaires Groupe	15 493	23 696	810	95	(40 094)	-
Droits d'accises	-	(2 441)	(9 745)	-	-	(12 186)
Produits des ventes	28 364	76 937	45 748	107	(40 094)	111 062
Charges d'exploitation	(13 688)	(75 536)	(44 655)	(431)	40 094	(94 216)
Amortissements des immobilisations corporelles et droits miniers	(4 490)	(786)	(380)	(18)	-	(5 674)
Résultat opérationnel	10 186	615	713	(342)	-	11 172
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence et autres éléments	2 046	119	90	53	-	2 308
Impôts du résultat opérationnel net	(5 963)	(108)	(208)	(292)	-	(6 571)
Résultat opérationnel net	6 269	626	595	(581)	-	6 909
Coût net de la dette nette	-	-	-	-	-	(345)
Intérêts ne conférant pas le contrôle	-	-	-	-	-	(125)
Résultat net	-	-	-	-	-	6 439

1 ^{er} semestre 2014 (éléments d'ajustement) ^(a) (en millions de dollars)	Amont	Raffinage- Chimie	Marketing & Services	Holding	Éliminations de consolidation	Total
Chiffre d'affaires hors Groupe	(10)	-	-	-	-	(10)
Chiffre d'affaires Groupe	-	-	-	-	-	-
Droits d'accises	-	-	-	-	-	-
Produits des ventes	(10)	-	-	-	-	(10)
Charges d'exploitation	(115)	(41)	(45)	-	-	(201)
Amortissements des immobilisations corporelles et droits miniers	-	(40)	-	-	-	(40)
Résultat opérationnel net^(b)	(125)	(81)	(45)	-	-	(251)
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence et autres éléments	280	(40)	(7)	-	-	233
Impôts du résultat opérationnel net	(29)	-	14	-	-	(15)
Résultat opérationnel net^(b)	126	(121)	(38)	-	-	(33)
Coût net de la dette nette	-	-	-	-	-	-
Intérêts ne conférant pas le contrôle	-	-	-	-	-	(6)
Résultat net	-	-	-	-	-	(39)

(a) Les éléments d'ajustement incluent les éléments non récurrents, l'effet de stock et l'effet des variations de juste valeur.

(b) Dont effet stock

	Amont	Raffinage- Chimie	Marketing & Services	Holding
- sur le résultat opérationnel	-	(41)	(23)	-
- sur le résultat opérationnel net	-	(34)	(17)	-

1 ^{er} semestre 2014 (ajusté) (en millions de dollars) ^(a)	Amont	Raffinage- Chimie	Marketing & Services	Holding	Éliminations de consolidation	Total
Chiffre d'affaires hors Groupe	12 881	55 682	54 683	12	-	123 258
Chiffre d'affaires Groupe	15 493	23 696	810	95	(40 094)	-
Droits d'accises	-	(2 441)	(9 745)	-	-	(12 186)
Produits des ventes	28 374	76 937	45 748	107	(40 094)	111 072
Charges d'exploitation	(13 573)	(75 495)	(44 610)	(431)	40 094	(94 015)
Amortissements des immobilisations corporelles et droits miniers	(4 490)	(746)	(380)	(18)	-	(5 634)
Résultat opérationnel ajusté	10 311	696	758	(342)	-	11 423
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence et autres éléments	1 766	159	97	53	-	2 075
Impôts du résultat opérationnel net	(5 934)	(108)	(222)	(292)	-	(6 556)
Résultat opérationnel net ajusté	6 143	747	633	(581)	-	6 942
Coût net de la dette nette	-	-	-	-	-	(345)
Intérêts ne conférant pas le contrôle	-	-	-	-	-	(119)
Résultat net ajusté	-	-	-	-	-	6 478
Résultat net ajusté dilué par action (dollars)	-	-	-	-	-	2,84

(a) Excepté pour le résultat net par action.

1 ^{er} semestre 2014 (en millions de dollars)	Amont	Raffinage- Chimie	Marketing & Services	Holding	Éliminations de consolidation	Total
Investissements	13 310	725	479	74	-	14 588
Désinvestissements	2 367	26	54	24	-	2 471
Flux de trésorerie d'exploitation	8 616	1 460	393	146	-	10 615

1 ^{er} semestre 2013 (en millions de dollars)	Amont	Raffinage- Chimie	Marketing & Services	Holding	Éliminations de consolidation	Total
Chiffre d'affaires hors Groupe	13 439	56 709	54 583	175	-	124 906
Chiffre d'affaires Groupe	18 195	25 901	1 201	102	(45 399)	-
Droits d'accises	-	(2 187)	(9 193)	-	-	(11 380)
Produits des ventes	31 634	80 423	46 591	277	(45 399)	113 526
Charges d'exploitation	(15 271)	(79 481)	(45 291)	(548)	45 399	(95 192)
Amortissements des immobilisations corporelles et droits miniers	(4 232)	(783)	(352)	(20)	-	(5 387)
Résultat opérationnel	12 131	159	948	(291)	-	12 947
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence et autres éléments	(94)	157	8	29	-	100
Impôts du résultat opérationnel net	(6 984)	17	(282)	(28)	-	(7 277)
Résultat opérationnel net	5 053	333	674	(290)	-	5 770
Coût net de la dette nette	-	-	-	-	-	(342)
Intérêts ne conférant pas le contrôle	-	-	-	-	-	(116)
Résultat net	-	-	-	-	-	5 312

1 ^{er} semestre 2013 (éléments d'ajustement) ^(a) (en millions de dollars)	Amont	Raffinage- Chimie	Marketing & Services	Holding	Éliminations de consolidation	Total
Chiffre d'affaires hors Groupe	(39)	-	-	-	-	(39)
Chiffre d'affaires Groupe	-	-	-	-	-	-
Droits d'accises	-	-	-	-	-	-
Produits des ventes	(39)	-	-	-	-	(39)
Charges d'exploitation	-	(794)	(135)	-	-	(929)
Amortissements des immobilisations corporelles et droits miniers	-	(5)	-	-	-	(5)
Résultat opérationnel^(b)	(39)	(799)	(135)	-	-	(973)
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence et autres éléments	(1 544)	(61)	(13)	-	-	(1 618)
Impôts du résultat opérationnel net	338	238	44	-	-	620
Résultat opérationnel net^(b)	(1 245)	(622)	(104)	-	-	(1 971)
Coût net de la dette nette	-	-	-	-	-	-
Intérêts ne conférant pas le contrôle	-	-	-	-	-	4
Résultat net	-	-	-	-	-	(1 967)

(a) Les éléments d'ajustement incluent les éléments non récurrents, l'effet de stock et l'effet des variations de juste valeur.

(b) Dont effet stock

	Amont	Raffinage- Chimie	Marketing & Services	Holding
- sur le résultat opérationnel	-	(743)	(135)	-
- sur le résultat opérationnel net	-	(506)	(91)	-

1 ^{er} semestre 2013 (ajusté) (en millions de dollars) ^(a)	Amont	Raffinage- Chimie	Marketing & Services	Holding	Éliminations de consolidation	Total
Chiffre d'affaires hors Groupe	13 478	56 709	54 583	175	-	124 945
Chiffre d'affaires Groupe	18 195	25 901	1 201	102	(45 399)	-
Droits d'accises	-	(2 187)	(9 193)	-	-	(11 380)
Produits des ventes	31 673	80 423	46 591	277	(45 399)	113 565
Charges d'exploitation	(15 271)	(78 687)	(45 156)	(548)	45 399	(94 263)
Amortissements des immobilisations corporelles et droits miniers	(4 232)	(778)	(352)	(20)	-	(5 382)
Résultat opérationnel	12 170	958	1 083	(291)	-	13 920
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence et autres éléments	1 450	218	21	29	-	1 718
Impôts du résultat opérationnel net	(7 322)	(221)	(326)	(28)	-	(7 897)
Résultat opérationnel net	6 298	955	778	(290)	-	7 741
Coût net de la dette nette	-	-	-	-	-	(342)
Intérêts ne conférant pas le contrôle	-	-	-	-	-	(120)
Résultat net ajusté	-	-	-	-	-	7 279
Résultat net ajusté dilué par action (dollars)	-	-	-	-	-	3,20

(a) Excepté pour le résultat net par action.

1 ^{er} semestre 2013 (en millions de dollars)	Amont	Raffinage- Chimie	Marketing & Services	Holding	Éliminations de consolidation	Total
Investissements	13 544	1 202	564	53	-	15 363
Désinvestissements	2 174	308	66	15	-	2 563
Flux de trésorerie d'exploitation	8 245	1 331	422	(247)	-	9 751

2 ^e trimestre 2014 (en millions de dollars)	Amont	Raffinage- Chimie	Marketing & Services	Holding	Éliminations de consolidation	Total
Chiffre d'affaires hors Groupe	6 205	28 143	28 213	-	-	62 561
Chiffre d'affaires Groupe	8 057	11 740	402	46	(20 245)	-
Droits d'accises	-	(1 281)	(5 073)	-	-	(6 354)
Produits des ventes	14 262	38 602	23 542	46	(20 245)	56 207
Charges d'exploitation	(7 174)	(37 744)	(22 966)	(262)	20 245	(47 901)
Amortissements des immobilisations corporelles et droits miniers	(2 314)	(408)	(198)	(9)	-	(2 929)
Résultat opérationnel	4 774	450	378	(225)	-	5 377
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence et autres éléments	719	65	98	7	-	889
Impôts du résultat opérationnel net	(2 471)	(114)	(128)	(218)	-	(2 931)
Résultat opérationnel net	3 022	401	348	(436)	-	3 335
Coût net de la dette nette	-	-	-	-	-	(206)
Intérêts ne conférant pas le contrôle	-	-	-	-	-	(25)
Résultat net	-	-	-	-	-	3 104

2 ^e trimestre 2014 (éléments d'ajustement) ^(a) (en millions de dollars)	Amont	Raffinage- Chimie	Marketing & Services	Holding	Éliminations de consolidation	Total
Chiffre d'affaires hors Groupe	(36)	-	-	-	-	(36)
Chiffre d'affaires Groupe	-	-	-	-	-	-
Droits d'accises	-	-	-	-	-	-
Produits des ventes	(36)	-	-	-	-	(36)
Charges d'exploitation	-	122	(27)	-	-	95
Amortissements des immobilisations corporelles et droits miniers	-	(40)	-	-	-	(40)
Résultat opérationnel ^(b)	(36)	82	(27)	-	-	19
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence et autres éléments	-	(32)	(7)	-	-	(39)
Impôts du résultat opérationnel net	7	(50)	10	-	-	(33)
Résultat opérationnel net ^(b)	(29)	-	(24)	-	-	(53)
Coût net de la dette nette	-	-	-	-	-	-
Intérêts ne conférant pas le contrôle	-	-	-	-	-	6
Résultat net	-	-	-	-	-	(47)

(a) Les éléments d'ajustement incluent les éléments non récurrents, l'effet de stock et l'effet des variations de juste valeur.

(b) Dont effet stock

	Amont	Raffinage- Chimie	Marketing & Services	Holding
- sur le résultat opérationnel	-	122	(5)	-
- sur le résultat opérationnel net	-	77	(3)	-

2 ^e trimestre 2014 (ajusté) (en millions de dollars) ^(a)	Amont	Raffinage- Chimie	Marketing & Services	Holding	Éliminations de consolidation	Total
Chiffre d'affaires hors Groupe	6 241	28 143	28 213	-	-	62 597
Chiffre d'affaires Groupe	8 057	11 740	402	46	(20 245)	-
Droits d'accises	-	(1 281)	(5 073)	-	-	(6 354)
Produits des ventes	14 298	38 602	23 542	46	(20 245)	56 243
Charges d'exploitation	(7 174)	(37 866)	(22 939)	(262)	20 245	(47 996)
Amortissements des immobilisations corporelles et droits miniers	(2 314)	(368)	(198)	(9)	-	(2 889)
Résultat opérationnel ajusté	4 810	368	405	(225)	-	5 358
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence et autres éléments	719	97	105	7	-	928
Impôts du résultat opérationnel net	(2 478)	(64)	(138)	(218)	-	(2 898)
Résultat opérationnel net ajusté	3 051	401	372	(436)	-	3 388
Coût net de la dette nette	-	-	-	-	-	(206)
Intérêts ne conférant pas le contrôle	-	-	-	-	-	(31)
Résultat net ajusté	-	-	-	-	-	3 151
Résultat net ajusté dilué par action (dollars)	-	-	-	-	-	1,38

(a) Excepté pour le résultat net par action.

2 ^e trimestre 2014 (en millions de dollars)	Amont	Raffinage- Chimie	Marketing & Services	Holding	Éliminations de consolidation	Total
Investissements	7 999	475	203	46	-	8 723
Désinvestissements	568	15	28	20	-	631
Flux de trésorerie d'exploitation	4 805	(133)	304	301	-	5 277

2 ^e trimestre 2013 (en millions de dollars)	Amont	Raffinage- Chimie	Marketing & Services	Holding	Éliminations de consolidation	Total
Chiffre d'affaires hors Groupe	6 240	28 160	26 851	94	-	61 345
Chiffre d'affaires Groupe	8 508	12 809	1 058	35	(22 410)	-
Droits d'accises	-	(1 091)	(4 748)	-	-	(5 839)
Produits des ventes	14 748	39 878	23 161	129	(22 410)	55 506
Charges d'exploitation	(7 195)	(39 672)	(22 541)	(275)	22 410	(47 273)
Amortissements des immobilisations corporelles et droits miniers	(1 974)	(390)	(160)	(10)	-	(2 534)
Résultat opérationnel	5 579	(184)	460	(156)	-	5 699
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence et autres éléments	1 022	62	51	28	-	1 163
Impôts du résultat opérationnel net	(3 160)	88	(138)	(57)	-	(3 267)
Résultat opérationnel net	3 441	(34)	373	(185)	-	3 595
Coût net de la dette nette	-	-	-	-	-	(182)
Intérêts ne conférant pas le contrôle	-	-	-	-	-	(49)
Résultat net	-	-	-	-	-	3 364

2 ^e trimestre 2013 (éléments d'ajustement) ^(a) (en millions de dollars)	Amont	Raffinage- Chimie	Marketing & Services	Holding	Éliminations de consolidation	Total
Chiffre d'affaires hors Groupe	(42)	-	-	-	-	(42)
Chiffre d'affaires Groupe	-	-	-	-	-	-
Droits d'accises	-	-	-	-	-	-
Produits des ventes	(42)	-	-	-	-	(42)
Charges d'exploitation	-	(704)	(107)	-	-	(811)
Amortissements des immobilisations corporelles et droits miniers	-	-	-	-	-	-
Résultat opérationnel ^(b)	(42)	(704)	(107)	-	-	(853)
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence et autres éléments	331	(48)	-	-	-	283
Impôts du résultat opérationnel net	111	200	34	-	-	345
Résultat opérationnel net ^(b)	400	(552)	(73)	-	-	(225)
Coût net de la dette nette	-	-	-	-	-	-
Intérêts ne conférant pas le contrôle	-	-	-	-	-	8
Résultat net	-	-	-	-	-	(217)

(a) Les éléments d'ajustement incluent les éléments non récurrents, l'effet de stock et l'effet des variations de juste valeur.

(b) Dont effet stock

	Amont	Raffinage- Chimie	Marketing & Services	Holding
- sur le résultat opérationnel	-	(655)	(107)	-
- sur le résultat opérationnel net	-	(460)	(73)	-

2 ^e trimestre 2013 (ajusté) (en millions de dollars) ^(a)	Amont	Raffinage- Chimie	Marketing & Services	Holding	Éliminations de consolidation	Total
Chiffre d'affaires hors Groupe	6 282	28 160	26 851	94	-	61 387
Chiffre d'affaires Groupe	8 508	12 809	1 058	35	(22 410)	-
Droits d'accises	-	(1 091)	(4 748)	-	-	(5 839)
Produits des ventes	14 790	39 878	23 161	129	(22 410)	55 548
Charges d'exploitation	(7 195)	(38 968)	(22 434)	(275)	22 410	(46 462)
Amortissements des immobilisations corporelles et droits miniers	(1 974)	(390)	(160)	(10)	-	(2 534)
Résultat opérationnel ajusté	5 621	520	567	(156)	-	6 552
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence et autres éléments	691	110	51	28	-	880
Impôts du résultat opérationnel net	(3 271)	(112)	(172)	(57)	-	(3 612)
Résultat opérationnel net ajusté	3 041	518	446	(185)	-	3 820
Coût net de la dette nette	-	-	-	-	-	(182)
Intérêts ne conférant pas le contrôle	-	-	-	-	-	(57)
Résultat net ajusté	-	-	-	-	-	3 581
Résultat net ajusté dilué par action (dollars)	-	-	-	-	-	1,57

(a) Excepté pour le résultat net par action.

2 ^e trimestre 2013 (en millions de dollars)	Amont	Raffinage- Chimie	Marketing & Services	Holding	Éliminations de consolidation	Total
Investissements	6 603	499	318	39	-	7 459
Désinvestissements	1 456	272	16	6	-	1 750
Flux de trésorerie d'exploitation	2 764	1 713	542	(181)	-	4 838

9) Réconciliation des informations par secteur avec les états financiers consolidés

1^{er} semestre 2014 (en millions de dollars)	Ajusté	Éléments d'ajustement^(a)	Compte de résultat consolidé
Chiffre d'affaires	123 258	(10)	123 248
Droits d'accises	(12 186)	-	(12 186)
Produits des ventes	111 072	(10)	111 062
Achats, nets de variation de stocks	(78 639)	(64)	(78 703)
Autres charges d'exploitation	(14 456)	(137)	(14 593)
Charges d'exploration	(920)	-	(920)
Amortissements des immobilisations corporelles et droits miniers	(5 634)	(40)	(5 674)
Autres produits	548	648	1 196
Autres charges	(263)	(49)	(312)
Coût de l'endettement financier brut	(467)	-	(467)
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	50	-	50
Coût de l'endettement financier net	(417)	-	(417)
Autres produits financiers	426	-	426
Autres charges financières	(349)	-	(349)
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	1 713	(366)	1 347
Charge d'impôt	(6 484)	(15)	(6 499)
Résultat net de l'ensemble consolidé	6 597	(33)	6 564
Part du Groupe	6 478	(39)	6 439
Intérêts ne conférant pas le contrôle	119	6	125

(a) Les éléments d'ajustement incluent les éléments non récurrents, l'effet de stock et l'effet des variations de juste valeur.

1^{er} semestre 2013 (en millions de dollars)	Ajusté	Éléments d'ajustement^(a)	Compte de résultat consolidé
Chiffre d'affaires	124 945	(39)	124 906
Droits d'accises	(11 380)	-	(11 380)
Produits des ventes	113 565	(39)	113 526
Achats, nets de variation de stocks	(79 072)	(878)	(79 950)
Autres charges d'exploitation	(14 431)	(51)	(14 482)
Charges d'exploration	(760)	-	(760)
Amortissements des immobilisations corporelles et droits miniers	(5 382)	(5)	(5 387)
Autres produits	173	331	504
Autres charges	(216)	(1 925)	(2 141)
Coût de l'endettement financier brut	(461)	-	(461)
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	46	-	46
Coût de l'endettement financier net	(415)	-	(415)
Autres produits financiers	342	-	342
Autres charges financières	(348)	-	(348)
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	1 767	(24)	1 743
Charge d'impôt	(7 824)	620	(7 204)
Résultat net de l'ensemble consolidé	7 399	(1 971)	5 428
Part du Groupe	7 279	(1 967)	5 312
Intérêts ne conférant pas le contrôle	120	(4)	116

(a) Les éléments d'ajustement incluent les éléments non récurrents, l'effet de stock et l'effet des variations de juste valeur.

2 ^e trimestre 2014 (en millions de dollars)	Ajusté	Éléments d'ajustement ^(a)	Compte de résultat consolidé
Chiffre d'affaires	62 597	(36)	62 561
Droits d'accises	(6 354)	-	(6 354)
Produits des ventes	56 243	(36)	56 207
Achats, nets de variation de stocks	(40 488)	117	(40 371)
Autres charges d'exploitation	(7 207)	(22)	(7 229)
Charges d'exploration	(301)	-	(301)
Amortissements des immobilisations corporelles et droits miniers	(2 889)	(40)	(2 929)
Autres produits	96	-	96
Autres charges	(133)	(30)	(163)
Coût de l'endettement financier brut	(266)	-	(266)
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	31	-	31
Coût de l'endettement financier net	(235)	-	(235)
Autres produits financiers	265	-	265
Autres charges financières	(183)	-	(183)
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	883	(9)	874
Charge d'impôt	(2 869)	(33)	(2 902)
Résultat net de l'ensemble consolidé	3 182	(53)	3 129
Part du Groupe	3 151	(47)	3 104
Intérêts ne conférant pas le contrôle	31	(6)	25

(a) Les éléments d'ajustement incluent les éléments non récurrents, l'effet de stock et l'effet des variations de juste valeur.

2 ^e trimestre 2013 (en millions de dollars)	Ajusté	Éléments d'ajustement ^(a)	Compte de résultat consolidé
Chiffre d'affaires	61 387	(42)	61 345
Droits d'accises	(5 839)	-	(5 839)
Produits des ventes	55 548	(42)	55 506
Achats, nets de variation de stocks	(38 869)	(762)	(39 631)
Autres charges d'exploitation	(7 239)	(49)	(7 288)
Charges d'exploration	(354)	-	(354)
Amortissements des immobilisations corporelles et droits miniers	(2 534)	-	(2 534)
Autres produits	131	331	462
Autres charges	(89)	(31)	(120)
Coût de l'endettement financier brut	(238)	-	(238)
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	18	-	18
Coût de l'endettement financier net	(220)	-	(220)
Autres produits financiers	206	-	206
Autres charges financières	(179)	-	(179)
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	811	(17)	794
Charge d'impôt	(3 574)	345	(3 229)
Résultat net de l'ensemble consolidé	3 638	(225)	3 413
Part du Groupe	3 581	(217)	3 364
Intérêts ne conférant pas le contrôle	57	(8)	49

(a) Les éléments d'ajustement incluent les éléments non récurrents, l'effet de stock et l'effet des variations de juste valeur.

10) Évolutions en cours de la composition du Groupe

Amont

- TOTAL a annoncé en novembre 2012 un accord pour la vente de sa participation de 20% dans OML 138 au Nigeria à une filiale de Sinopec. Le 17 juillet 2014, Sinopec a informé le Groupe de sa décision de ne pas conclure la transaction. Le Groupe poursuit activement son processus de cession. Au 30 juin 2014, les actifs et passifs ont été respectivement maintenus dans la rubrique « Actifs destinés à être cédés ou échangés » pour 2 359 M\$ et dans la rubrique « Passifs destinés à être cédés ou échangés » du bilan consolidé pour 912 M\$. Les actifs concernés comprennent principalement des immobilisations corporelles pour 2 102 M\$.
- TOTAL a annoncé en mai 2014 la finalisation d'un accord pour la cession de sa participation de 10% dans le champ Shah Deniz et dans le *pipeline* du Caucase du Sud à TPAO, société nationale turque d'exploration et de production, cette transaction restant soumise à l'approbation des autorités compétentes. Au 30 juin 2014, les actifs et passifs ont été respectivement reclassés dans la rubrique « Actifs destinés à être cédés ou échangés » pour 1 097 M\$ et dans la rubrique « Passifs destinés à être cédés ou échangés » du bilan consolidé pour 374 M\$. Les actifs concernés comprennent principalement des immobilisations corporelles pour 891 M\$.

- TOTAL a signé en juillet 2014 un contrat avec Exxaro Resources Ltd portant sur la cession de sa participation de 100% dans Total Coal South Africa, sa filiale de production de charbon en Afrique du Sud. Cette transaction est soumise à l'approbation des autorités compétentes. Au 30 juin 2014, les actifs et passifs ont été respectivement reclassés dans la rubrique « Actifs destinés à être cédés ou échangés » pour 481 M\$ et dans la rubrique « Passifs destinés à être cédés ou échangés » du bilan consolidé pour 81 M\$. Les actifs concernés comprennent principalement des immobilisations corporelles pour 390 M\$.

Marketing & Services

- TOTAL a annoncé en juillet 2014 entrer en négociation exclusive avec le groupe américain UGI Corporation, maison mère d'Antargaz, après avoir reçu de ce dernier une offre ferme pour l'acquisition de 100% de Totalgaz, distributeur de gaz de pétrole liquéfié (GPL) en France. Au 30 juin 2014, les actifs et passifs ont été respectivement reclassés dans la rubrique « Actifs destinés à être cédés ou échangés » pour 380 M\$ et dans la rubrique « Passifs destinés à être cédés ou échangés » du bilan consolidé pour 294 M\$. Les actifs et passifs concernés comprennent principalement des immobilisations corporelles pour 161 M\$, des créances clients pour 129 M\$, des dépôts et cautionnement reçus pour 137 M\$ et des dettes fournisseurs pour 83 M\$.

Photographie en couverture : © Laurent Pascal

Conception et réalisation : Agence Marc Praquin

rendez-vous sur

www.total.com



TOTAL S.A.

Siège social :

2, place Jean Millier - La Défense 6

92400 Courbevoie - France

Capital social : 5 945 861 837,50 euros

542 051 180 RCS Nanterre

www.total.com

Standard : +33 (0)1 47 44 45 46

Communication financière : +44 (0)207 719 7962

Relations actionnaires individuels : N° Vert 0 800 039 039